

Rapport d'activités 2009



SOMMAIRE

1. GRANDES LIGNES DE L'ANNEE ECOULEE	3
2. ORGANISATION	4
A. LES DIFFERENTES INSTANCES	4
B. L'OCIM, SERVICE GENERAL DE L'UNIVERSITE DE BOURGOGNE	5
C. LE PERSONNEL	6
3. L'INFORMATION - DOCUMENTATION	8
A. VUE GENERALE	8
B. FONDS, ACTIVITES, PUBLICS	9
4. LA FORMATION	11
A. VUE GENERALE	11
B. PUBLIC TOUCHE	11
C. LES STAGES	13
D. LES AUTRES ACTIONS DE FORMATION	19
E. PARTENARIATS	23
5. L'EDITION	25
A. VUE GENERALE	25
B. LA DIFFUSION	25
C. LA LETTRE DE L'OCIM	26
D. LES AUTRES PUBLICATIONS	26
6. OBSERVATOIRE DU PATRIMOINE ET DE LA CULTURE SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	28
A. PHASE D'EXPLORATION	28
B. RENCONTRES DE LANCEMENT DE L'OPCST	29
7. INFORMATION ET PROMOTION	36
A. LE SITE INTERNET	36
B. LES AUTRES ACTIONS OU ACTIVITES	38
8. COLLABORATIONS ET PARTENARIATS DE L'ANNEE	40
A. PARTICIPATION AUX RESEAUX ET ASSOCIATIONS PROFESSIONNELS	40
B. LES COLLABORATIONS ET PARTENARIATS EN COURS	40
C. AUTRES IMPLICATIONS	40
9. BUDGET	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

I. Grandes lignes de l'année écoulée

Dans le sens du mouvement initié au cours de l'année 2008, à savoir l'ouverture d'une série de chantiers de fond

- état des lieux général de l'OCIM
 - état des lieux de chacun des secteurs
 - premières investigations méthodologiques en vue de la mise en place de l'observatoire
- l'année 2009 a vu se concrétiser les premiers résultats de tous ces travaux.

4 réunions du COP ont permis de valider les différents rapports présentés par les 3 secteurs « historiques » de l'OCIM

- 3 concernant le secteur documentation (qui appelait une efficace refonte)
- 2 sur le secteur formation
- 1 sur le secteur édition

De plus, en octobre 2009, a été soumis à l'examen du COP un schéma pour une nouvelle organisation fonctionnelle du service.

Mais l'année 2009 a également été marquée par un très intensif travail d'élaboration du nouveau secteur chargé de l'observation. L'aboutissement en a été l'organisation des rencontres des 26 et 27 novembre, au Conseil régional de Bourgogne et au Grand Dijon, rencontres qui ont officiellement marqué la fondation de l'Observatoire du patrimoine et de la culture scientifiques et techniques – OPCST-OCIM.

En outre, cette intense activité a pu être déployée grâce à un soutien financier du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche significativement accru, 2009 ayant été la première année de mise en œuvre d'un budget construit sur la base d'une dotation générale de fonctionnement et d'une subvention au titre des actions spécifiques.

2. Organisation

L'Office de coopération et d'information muséographiques (OCIM) est un centre de ressources spécialisé en muséographie et en muséologie des sciences et techniques au service des musées, des centres de culture scientifique et technique et des établissements d'enseignement supérieur ainsi que des autres acteurs de la culture scientifique et technique. En 2007, une mission d'observation de la culture scientifique sur le territoire français a été confiée à l'OCIM.

Pour assurer ses missions, l'OCIM développe plusieurs secteurs d'activité :

- l'édition,
- la formation continue,
- la documentation,
- l'observatoire.

➤ **annexe I** : documents de communication édités par l'OCIM en 2009

L'OCIM a un rôle d'animateur et de centre de ressources pour le milieu muséal. Ses interventions sont destinées à aider les institutions à assumer leurs propres missions et notamment à :

- mieux prendre en compte un public plus large, aux origines et aux attentes plus diversifiées ;
- considérer l'avenir dans un cadre de développement local et durable ;
- accorder les projets aux évolutions de notre société.

A. Les différentes instances

I. le comité d'orientation et de pilotage

En septembre 2001, un comité d'orientation et de pilotage a été mis en place selon les modalités de la convention établie entre l'Université de Bourgogne et le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Il est compétent pour fixer les orientations, arrêter les programmes d'activités permettant de répondre aux objectifs visés par la convention et en évaluer les résultats.

Au 31 décembre 2009, la composition du comité est la suivante :

- Philippe Pujes, ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- Sophie Beckary, musée d'Histoire naturelle et de Géologie, Lille
- Gilles Bertrand, université de Bourgogne, Dijon
- Brigitte Coutant, cité des Sciences et de l'Industrie, Paris
- Marie Lavandier, Musée du quai Branly, Paris
- Joëlle Le Marec, ENS Lettres et Sciences humaines, Lyon
- Christine Welty, la Nef des Sciences, Mulhouse

Michel Van Praët, inspection générale des musées (DMF) est convié en tant qu'invité aux travaux du comité d'orientation et de pilotage.

Claire Vayssade ayant quitté ses fonctions, la sous-direction des bibliothèques et de l'information scientifique du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche n'a pas été représentée au sein du comité d'orientation et de pilotage depuis la fin 2008.

En 2009, quatre réunions du comité d'orientation et de pilotage se sont déroulées : le 6 février et le 23 avril à Paris, le 30 juin à Dijon et le 13 octobre à Paris. Elles ont eu comme objet le suivi, la réorientation et la validation des actions de 2009 et du programme de 2010 (formations). La réunion du 30 juin a été plus particulièrement consacrée à la réflexion générale sur le repositionnement de l'OCIM incluant la mise en place du dispositif d'observation de la culture scientifique et technique.

Par ailleurs, une réunion du comité d'orientation et de pilotage restreint aux tutelles s'est déroulée le 13

octobre 2009. Le comité restreint examine chaque année le projet de budget prévisionnel et le budget réalisé de l'OCIM. Il décide, au vu des comptes de l'année écoulée, du budget prévisionnel et de la mise en œuvre du programme d'activités élaboré par le comité d'orientation et de pilotage, du montant de la subvention versée par l'État.

➤ **annexe II** : conventions

2. les comités éditoriaux

Le comité des Publications de l'OCIM

Le comité des Publications se réunit cinq fois par an (février, avril, juin, septembre et décembre), la dernière réunion annuelle étant commune avec la réunion annuelle du comité de Lecture de la Lettre de l'OCIM. Le comité des Publications tient en premier lieu le rôle de comité de rédaction de la Lettre de l'OCIM et il remplit également un rôle de conseiller éditorial pour les autres publications de l'OCIM.

En 2009, la composition du comité des Publications est la suivante :

- Jean-Yves Bernaud, le Pavillon des Sciences, Montbéliard
- Serge Chaumier, université de Bourgogne, Dijon
- Agnès Fougeron, muséum-jardin des Sciences, Dijon
- Louis-Jean Gachet, OCIM-université de Bourgogne, Dijon
- Marc Girard, Cité des Sciences et de l'Industrie, Paris
- Jean-Louis Lacroix, OCIM-université de Bourgogne, Dijon
- Michèle Lemaire, muséum d'Histoire naturelle, Bourges
- Serge Lochot, OCIM-université de Bourgogne, Dijon
- Joëlle Mauerhan, musée du Temps, Besançon
- Christiane Naffah, centre de Recherche et de Restauration des Musées de France, Paris
- Jean-Luc Remy, musée d'Histoire du fer, Nancy-Jarville

Le comité de Lecture de la Lettre de l'OCIM

Le comité de Lecture se réunit une fois par an (début décembre) et mène tout au long de l'année un travail de relecture. Il joue en effet un rôle important car chaque article de fond, avant d'être publié dans la Lettre de l'OCIM, est relu par au moins deux membres de ce comité.

Des propositions de modifications et de compléments sont ainsi éventuellement demandées aux auteurs. Exceptionnellement, quelques articles peuvent être refusés.

En 2009, la composition du comité de Lecture est la suivante :

- Michèle Antoine, institut royal des Sciences naturelles de Belgique, Bruxelles
- Andrée Bergeron, Palais de la découverte – CERLIS, Paris
- Soraya Boudia, université Louis Pasteur, Strasbourg
- Jean-Claude Duclos, musée Dauphinois, Grenoble
- Christophe Dufour, muséum d'Histoire naturelle, Neuchâtel
- Francis Duranthon, muséum d'Histoire naturelle, Toulouse
- Armand Fayard, muséum d'Histoire naturelle, Grenoble
- Danielle Hugon, maison de l'Innovation, Clermont-Ferrand
- Philippe Ifri, Les Champs Libres, Rennes
- Daniel Jacobi, université d'Avignon
- Bruno Jacomy, musée des Confluences, Lyon
- Philippe Mairot, musées des Techniques et Cultures comtoises, Salins-les-Bains
- Nicolas Morel, musée Vert Véron de Forbonnais, Le Mans

B. L'OCIM, service général de l'université de Bourgogne

L'OCIM est un service général de l'université de Bourgogne (uB). À ce titre, son fonctionnement se conforme notamment aux règles administratives, juridiques et financières de l'uB.

Plus particulièrement, l'OCIM a contribué en 2009 aux dossiers suivants :

Aspects administratifs

- participation aux réunions et formations en vue de la mise en œuvre du nouveau système financier (SIFAC) à partir du 1^{er} janvier 2009

Aspects juridiques

- rédaction de conventions : 187

Aspects financiers

- facturation : 1 314 factures émises ; 710 factures payées

➤ **annexe II** : conventions

C. Le personnel

Au 31 décembre 2009, l'équipe de l'OCIM se compose de 20 personnes (équivalent à 19,3 temps plein).

6

Directeur	Louis-Jean Gachet	En détachement	Conservateur en chef du patrimoine	100 %
Adjointe de direction	Catherine Ruppli	Titulaire de l'Éducation nationale	Ingénieur d'études	80 %
Comptable	Isabelle Barbe-Richaud	Contractuel de l'Université de Bourgogne	Agent administratif	100 %
Chargée de l'accueil et des ventes	Amandine Cuinet	Titulaire de l'Éducation nationale	Adjoint administratif	100 %
Chargée de comptabilité et logistique	Aurélié Charles	Contractuelle de l'Université de Bourgogne	Adjoint administratif	100 %
Chargée du fichier des contacts	Noémie Mingioni	Contractuelle de l'Université de Bourgogne	Assistant ingénieur	100 %
Chargée de la logistique	Laure Ferdjani	Contractuelle de l'Université de Bourgogne	Assistant ingénieur	100 %
Responsable de la formation continue	Ewa Maczek	Contractuelle de l'Université de Bourgogne	Ingénieur d'études	100 %
Chargée de formation	Angèle Fourès	Contractuelle de l'Université de Bourgogne	Ingénieur d'études	100 %
Gestionnaire du centre de documentation	Antoine Marchand	Contractuel de l'Université de Bourgogne	Ingénieur d'études	100 %
Chargé d'ingénierie documentaire	Stéphane Chevalier	Contractuel de l'Université de Bourgogne	Ingénieur d'études	100 %
Chargée du site Internet	Sandrine Lhomme	Contractuelle de l'Université de Bourgogne	Technicienne	50 %
Responsable du secteur édition et Rédacteur en chef de la Lettre de l'OCIM	Serge Lochot	Contractuel de l'Université de Bourgogne	Ingénieur de recherche	100 %

Chargé d'édition	Olivier Soichot	Contractuel de l'Université de Bourgogne	Ingénieur d'études	100 %
Infographiste	Jeannine Robbe-Lainé	Titulaire de l'Éducation nationale	Technicienne	100 %
Chef de projet Observatoire PCST	Florence Belaën	Titulaire de l'Éducation nationale	Ingénieur d'études	100 %
Chargé de projet Europe	Jean-Louis Lacroix	Mis à disposition par l'INRA	Ingénieur d'études	100 %
Chargé d'études Observatoire PCST	Fabien Lacaille	Contractuel de l'Université de Bourgogne	Ingénieur d'études	100 %
Chargé de projet Observatoire PCST – colloque et bases de données	Julien Couteaux	Contractuel de l'Université de Bourgogne	Ingénieur d'études	100 %
Chargé de mission Observatoire PCST	Patrice Charon	Contractuel de l'Université de Bourgogne	Ingénieur d'études	100 %

Mouvements de personnels en 2009

Départs :

- Florent Solonot a quitté sa fonction de comptable le 1^{er} septembre.
- Michaël Brosseau a terminé sa mission à l'OCIM en tant que technicien informatique le 30 juin.

Arrivées :

- Olivier Soichot a été recruté du 23 mars au 30 juin en tant que chargé d'enquête Observatoire PCST, puis du 1^{er} juillet au 31 décembre en tant que chargé d'édition.
- Julien Couteaux a été recruté du 23 mars au 30 juin en tant que chargé d'enquête Observatoire PCST, puis du 1^{er} juillet au 31 décembre en tant que chargé de projet Observatoire PCST.
- Patrice Charon a été recruté du 6 avril au 12 juillet en tant que chargé de retranscription et de synthèse, puis du 5 octobre au 31 décembre en tant que chargé de mission Observatoire PCST.
- Aurélie Charles a été recrutée à compter du 15 septembre en tant que chargée de comptabilité et logistique.

Stages :

- Noémie Mingioni, stagiaire 2^e année IUT Infocom (du 30 mars au 6 juin 2009)
- Hélène Kuntzmann, stagiaire de Master 1 Communication scientifique à l'université de Strasbourg (du 2 juin au 3 juillet 2009)
- Frédéric Foucaud, stagiaire de Master 2 Administration économique sociale et culturelle (du 6 avril au 10 juillet 2009)
- Amandine Garreau, stagiaire de Master 2 Muséologie à l'ENS Lettres et Sciences humaines de Lyon (du 6 avril au 10 juillet 2009)

Mouvements :

- Audrey Rahaly a été recrutée du 9 mars au 7 juin en tant que qu'assistante pour la logistique des formations et la gestion de fichier.
- Noémie Mingioni a été recrutée du 1^{er} juillet au 31 août puis du 1^{er} novembre au 31 décembre en tant que chargée des traitements documentaires.

3. L'information - documentation

A. Vue générale

2009 a été une nouvelle fois une année de transition pour le secteur « documentation » de l'OCIM : entre continuité de l'expertise, toujours menée par le chargé d'ingénierie documentaire, et mise en place d'une politique documentaire renouvelée, le centre de documentation a entamé son évolution vers un véritable secteur « information - documentation ». L'objectif étant de mettre en place une démarche qualité pour faire de ce secteur le garant de la gestion de la documentation et de l'information interne et externe de l'OCIM.

Au-delà des activités récurrentes, pour l'essentiel assurées par un chargé d'informatique documentaire, plusieurs projets ont été menés de front durant cette année 2009.

- Une analyse quantitative et qualitative, sur une base d'évaluation de 23 critères, du fonds de périodiques du centre de documentation de l'OCIM. Cette analyse a permis de mettre en place une politique d'acquisition stratégique adaptée aux besoins historiques et aux nouveaux besoins des publics de l'OCIM.
- Une analyse bibliométrique et thématique avancée de l'ensemble du corpus de la Lettre de l'OCIM. Ce travail a été réalisé en collaboration entre un stagiaire de master en ingénierie de la culture, la direction et l'information-documentation de l'OCIM. Ce projet a été l'occasion de lancer les premières réflexions sur la structuration des termes et des langages dans les champs thématiques de l'OCIM. Il a également permis de créer une base de données consultable via un formulaire web de recherche multicritères facilitant la recherche des contenus de la Lettre de l'OCIM.
- Un inventaire de l'ensemble de la littérature grise capitalisée par l'OCIM depuis 20 ans : mémoires, thèses, rapports, publications de laboratoires. Dorénavant, tout est centralisé dans un fichier structuré.
- Un inventaire structuré mais non exhaustif des formations et des laboratoires universitaires potentiellement intéressés par les services du centre de documentation de l'OCIM.
- Une organisation des locaux du centre de documentation qui a été en grande partie repensée : nouveaux matériaux, nouvelle disposition des bibliothèques, des bureaux, mise en place d'un présentoir, aménagement d'un espace de travail, d'un espace de consultation et réorganisation du plan de classement. L'objectif était d'optimiser l'espace et de faciliter l'accès aux ressources documentaires tant pour le public que pour le personnel du secteur.

L'expertise a également été l'occasion de clarifier le positionnement du centre de documentation de l'OCIM au sein de son environnement professionnel.

- Dans un souci de dialogue, d'expertise partagée et de collaboration, l'OCIM a continué son travail de mise en réseau des professionnels de l'information et de la documentation dans le domaine des musées, du patrimoine et de la culture scientifiques et techniques. Le groupe actuellement constitué de 10 professionnels issus de 7 institutions différentes (la Cité des Sciences et de l'Industrie, le Palais de la Découverte, l'Institut National du Patrimoine, le Forum des sciences de Villeneuve d'Ascq, la Direction des Musées de France et le Musée des Arts et Métiers, en plus de l'OCIM), a travaillé à la rédaction d'une charte déontologique de travail en commun. Une plateforme de travail collaboratif de type Wiki a également été développée pour faciliter les échanges entre les différents membres et pour centraliser les documents communs.
- Clarification des relations avec le Service Commun de Documentation de l'université de Bourgogne : l'intégration a été écartée mais la richesse des collaborations entre le SCD et l'OCIM vont se poursuivre.
- Le centre de documentation de l'OCIM continue de participer au réseau des centres de documentation « Arts & Patrimoine » dijonnais. Une plaquette de présentation des différents membres et de leurs fonds a été conçue et est mise à disposition des publics.

Parallèlement à cela, le secteur « information – documentation » continue d'être un secteur déterminant pour l'OCIM puisqu'il vient en appui des deux autres secteurs historiques, la « formation » et l' « édition », et qu'il accompagne le travail du nouveau secteur « observation ».

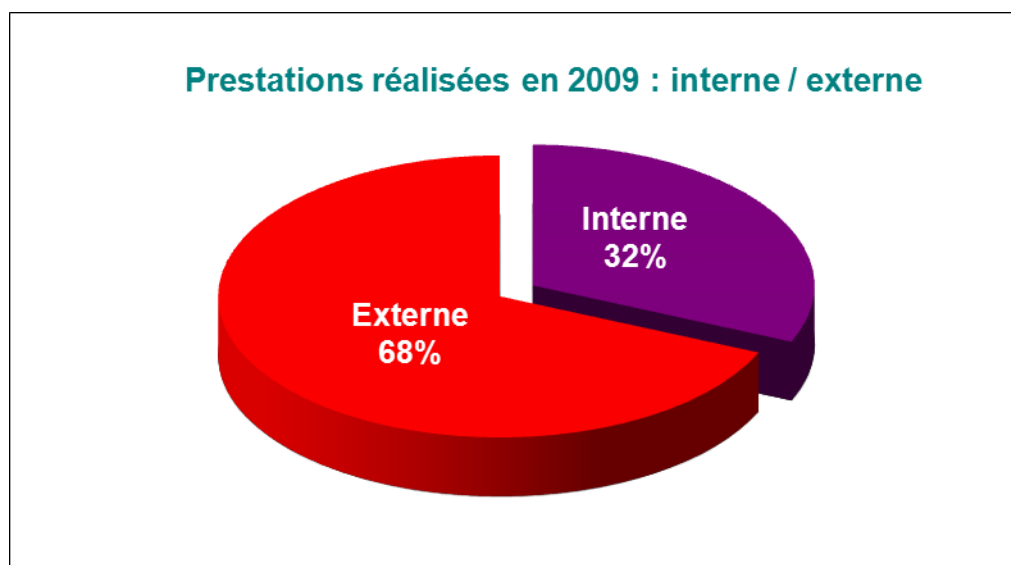
B.Fonds, activités, publics

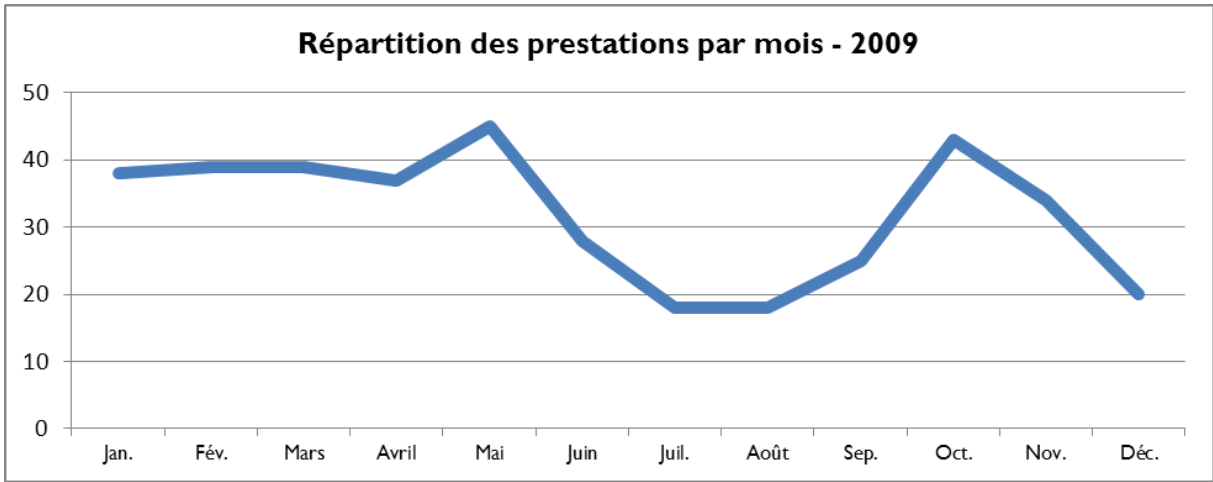
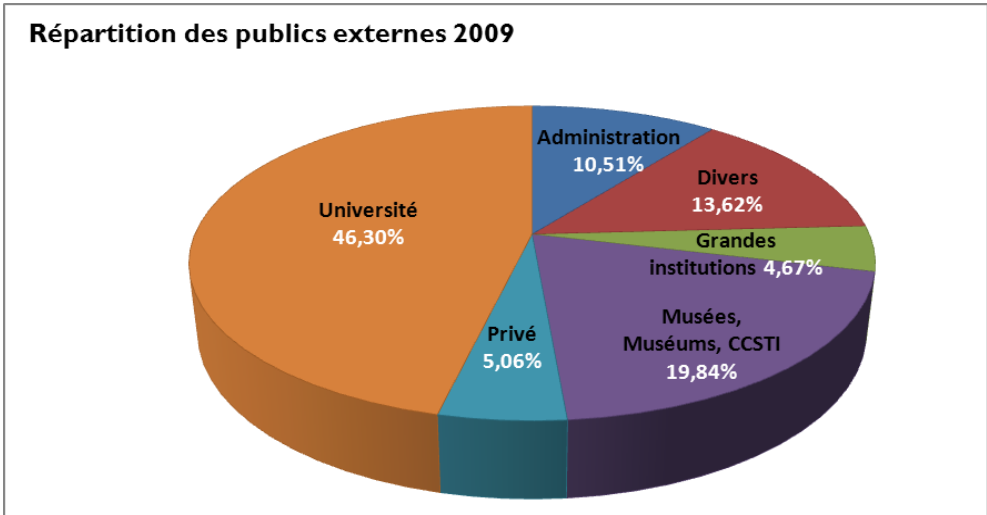
Historiquement le fonds documentaire de l'OCIM est constitué des documents de référence sur des thématiques spécialisées telle que la muséologie des sciences, la muséographie, la gestion des collections, la conservation-restauration ou encore le PSTN. On y trouve également un fonds très important, mais non exhaustif, sur la gestion des publics, la thématique de l'exposition et la médiation. Afin de répondre aux nouveaux besoins de ses publics tout en conservant ses missions historiques, le centre de documentation de l'OCIM a mis en place un politique d'acquisition légèrement différente. L'objectif était de consolider le fonds sur la médiation et la gestion des publics tout en alimentant un fonds couvrant de nouvelles thématiques : culture scientifique, vulgarisation, politiques culturelles ou encore science et société.

Le fonds documentaire comprend 2280 monographies, 234 titres de périodiques (dont 65 abonnements vivants) et 155 documents de littérature grise soit près de 6000 notices bibliographiques. A cela, il faut ajouter près de 5000 photographies de musées (format numérique et diapositive), et un fonds de documents édités par les musées (rapports d'activités, dossiers de presse, documents d'accompagnement à la visite, outils pédagogiques, etc.).

Le centre de documentation continue de réaliser des produits documentaires à la demande : dossiers et synthèses documentaires, bibliographies thématiques, commentées, sélectives. Il continue également à rendre de multiples services à ses publics : accompagnement et aide à la recherche, prêt et photocopies. Toute demande peut se faire par mail, via le site internet de l'OCIM, par téléphone ou en venant directement au centre de documentation.

En 2009, le centre de documentation de l'OCIM a réalisé **384 prestations pour 166 usagers différents.**





Statistiques du centre de documentation sur le site Internet

La consultation de la base bibliographique sur le site Internet de l'OCIM constitue un point d'entrée important pour les usagers du centre de documentation. Les difficultés statistiques rencontrées les années précédentes ont pu être surmontées, ce qui permet à partir de 2009 de disposer de données fiables.

nombre de visualisations		
Année	2008	2009
Centre de documentation	1 075	1 905
Consultation du fonds bibliographique	4 333	3 036
Consultation du fonds photographique	2 575	-*
Nouvelles acquisitions	Données non disponibles	139
Formulaire de demande d'emprunt	453	1 151

Précisions :
 Visualisation = fichier consulté (page HTML, photo...)
 • ressource retirée de l'offre en ligne, en raison des problèmes techniques liés à l'application utilisée

4. La formation

A. Vue générale

Comme chaque année, le programme 2009 de formation a été établi à partir d'une enquête des besoins en formation adressée aux directeurs de musées nationaux, de muséums et de CCSTI et aux correspondants dans les universités avant l'été 2008, ainsi qu'aux personnes ayant participé à une formation de l'OCIM durant les deux années précédentes.

Il comprend 13 actions de formation : 8 stages et 2 journées d'information, 1 session de journées d'études, 1 journée atelier et 1 session de rencontres professionnelles.

Sur les 13 actions programmées, 12 ont eu lieu. Seule la journée d'information « Projets européens : informer et partager », initialement prévue le 20 janvier, n'a pu être tenue.

Dans le programme 2009, on retrouve également l'annonce de deux formations prévues pour le début de l'année 2010. Afin de permettre aux personnes intéressées de disposer d'un délai suffisant pour obtenir l'accord de prise en charge pour participer aux formations situées en début d'année civile, il convient en effet d'en faire l'annonce dans le programme de l'année précédente.

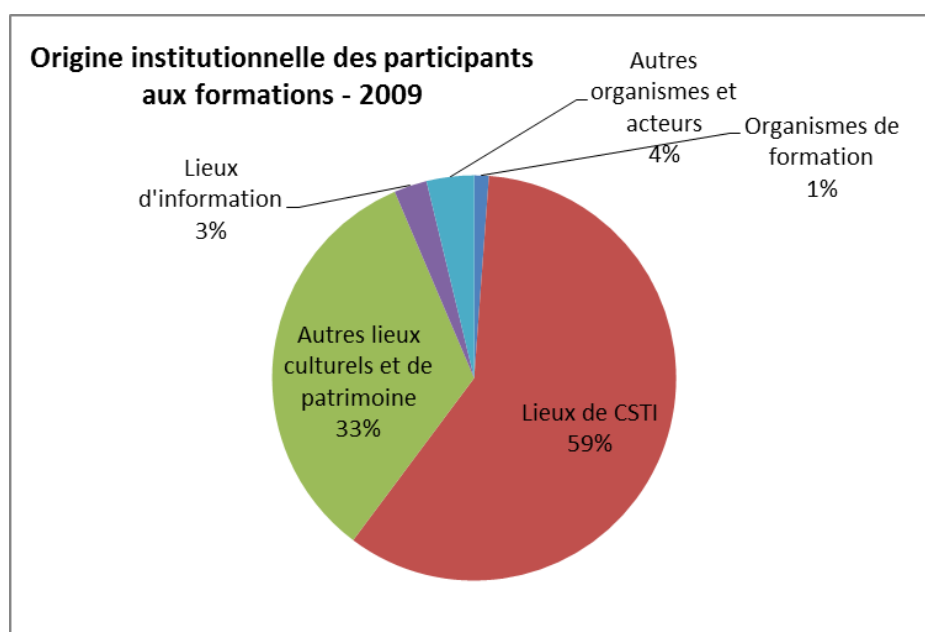
Comme par le passé, ces actions de formation ont allié séances théoriques, travaux pratiques et études de cas, afin de nourrir les réflexions et d'offrir des outils et approches pouvant être mises en œuvre concrètement par les musées et centres de sciences, et dans les établissements d'enseignement supérieur.

Tous les stages de l'OCIM sont limités à 15 ou 20 participants selon les thèmes afin de permettre des échanges et travaux pratiques fructueux.

En dehors du programme de formation de l'OCIM, des formations ont été élaborées en coopération avec le CNFPT Bourgogne, Pôle de compétence du Patrimoine.

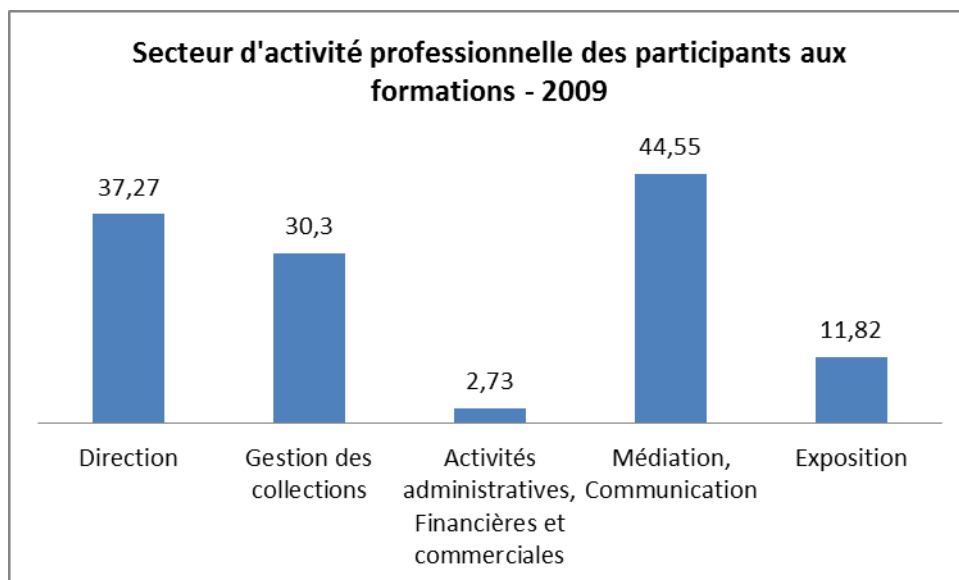
B. Public touché

En 2009, 348 stagiaires (= participants) et 151 intervenants ont participé aux activités de formation de l'OCIM, soit un total de **499 professionnels** du secteur.



La majorité de participants provient de lieux de culture scientifique, technique et industrielle (près de 60 %).

Les professionnels du secteur patrimonial et d'autres lieux culturels représentent 33 %.

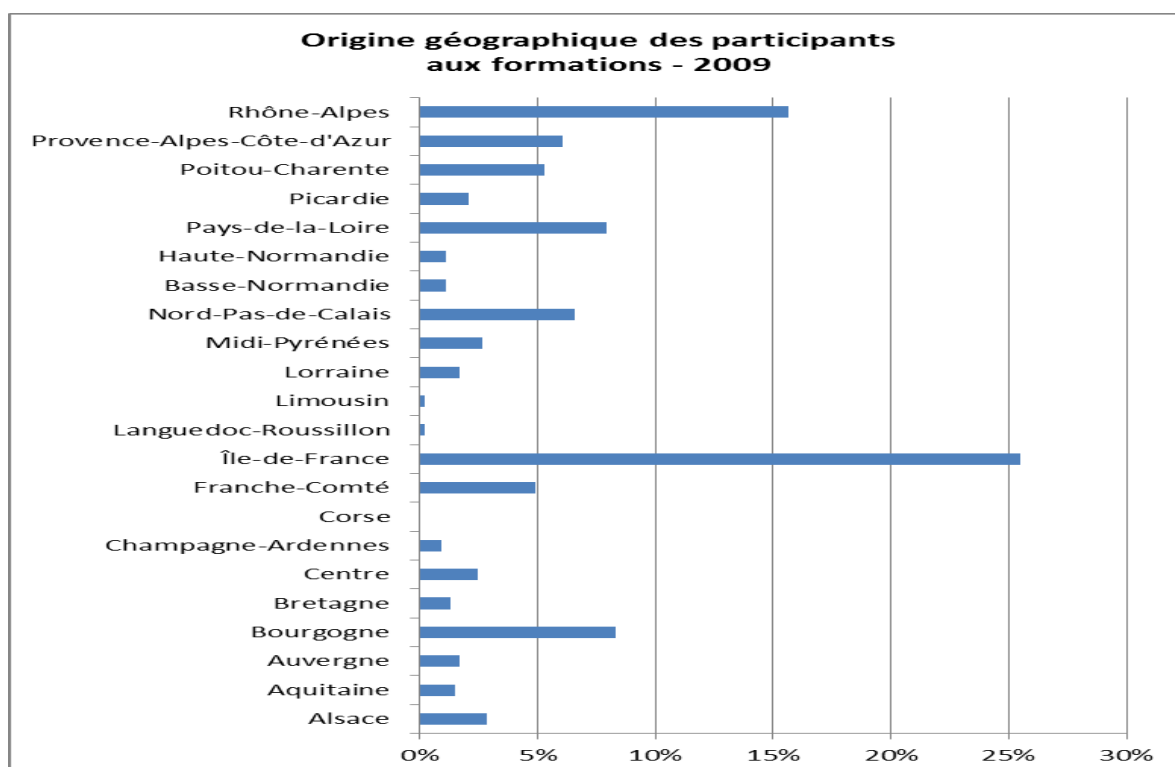


12

Un bon tiers des participants exercent une fonction de direction ou de responsabilité (directeurs, chefs de projets, chargés de missions...). 30 % des participants oeuvrent dans le domaine de la gestion des collections. Les médiateurs, les animateurs et les chargés de communication représentent presque 45 % et le personnel en charge d'exposition près de 12 %.

Pour mémoire, certains participants travaillent dans plusieurs secteurs d'activités.

En 2009 comme lors des années précédentes, les participants accueillis dans les formations de l'OCIM sont très majoritairement français (quelques participants belges, suisses et tunisiens). Les participants français proviennent de toutes les régions, avec une plus forte représentation pour l'Île-de-France et Rhône-Alpes, puis Bourgogne, Pays-de-la-Loire et Nord-Pas de Calais.



C. Les stages

8 stages ont été organisés :

Comprendre et concevoir les parcours dans une exposition	Lyon, les 13, 14, 15 et 16 janvier	17 participants
Concevoir une médiation basée sur l'expérimentation	Montbéliard, les 3 et 4 février	15 participants
Actualiser ses connaissances sur les aspects juridiques de l'utilisation des images dans une exposition	Dijon, les 10 et 11 mars	20 participants
Entre information, publicité et marketing : mettre en œuvre une communication muséale	Saint-Étienne, les 26 et 27 mars	20 participants
Concevoir des outils pédagogiques	Mulhouse, les 12, 13 et 14 mai	20 participants
Créer un discours d'exposition	Rochefort, Ile d'Oléron et La Rochelle, les 9, 10 et 11 juin	16 participants
Concevoir des documents d'accompagnement à la visite (pour les enfants)	Nantes, les 8, 9, 10 et 11 septembre	21 participants
Eco-exposition » : une démarche environnementale de la conception au démontage	Lille, les 22, 23 et 24 septembre	20 participants

Présentation détaillée des stages organisés en 2009 :

Intitulé : « Comprendre et concevoir les parcours dans une exposition »

Dates : les 13, 14, 15 et 16 janvier 2009

Durée : 28 h 00

Lieu : Lyon

Objectifs :

Concevoir un parcours d'exposition nécessite une maîtrise de son contenu scientifique mais également du comportement des publics. Mais comment le concevoir ? Que sait-on de la manière dont les publics organisent leur parcours ? Comment la connaissance des logiques de visite peut enrichir voire parfois transformer les compétences des concepteurs et des médiateurs ? Comment écrire le scénario d'une exposition ? Au cours de cette formation, on partira des pratiques des publics pour aborder la conception de parcours et l'écriture d'un scénario d'exposition, qu'il s'agisse de la conception d'espaces muséographiques, de différents parcours thématiques au sein d'un même espace, de scénarios de médiation spécifiques. Cette formation donnera une large place à des études de cas et à des ateliers de travail en se référant aux exigences et aux méthodes de travail par projet.

Public (nombre de personnes formées) : 17

Responsable scientifique : Joëlle LE MAREC, ENS LSH, Lyon

Intervenants :

Yann BAZIN, Centre d'interprétation de l'Architecture et du Patrimoine d'Annecy

Florence BELAËN, ENS LSH - OCIM, Dijon

Sandrine BERETTONI, Musée des Confluences, Lyon

Fabrice CALZETTONI, Institut Lumière, Lyon

Nathalie CANDITO, Musée des Confluences, Lyon

Jean-Claude CHADEFaux, Musée Gallo-romain Lyon-Fourvière

Sophie DESHAYES, Laboratoire de recherche Communication, Culture et Société, ENS LSH, Lyon

Cécilia DE VARINE, Musée des Beaux-Arts de Lyon

Céline FAYET, Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation, Lyon

Hervé GROSCARRET, Musée des Confluences, Lyon

Jacques LASFARGUES, Musée Gallo-romain Lyon-Fourvière

Joëlle LE MAREC, ENS LSH, Lyon

Yvan MATHEVET, Musée des Confluences, Lyon

Isabelle RIVÉ, Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation, Lyon

Hugues SAVAY-GUERRAZ, Musée Gallo-romain Lyon-Fourvière

Laurence TILLIARD, Musée national de la Céramique de Sèvres

Actions avec travaux pratiques : oui

Produits utilisés : Multisupports, Powerpoint

Documents remis : dossier-type comprenant le programme horaire, la liste des participants et intervenants (avec coordonnées postales, téléphoniques et électroniques), une bibliographie des ouvrages disponibles au centre de documentation de l'OCIM sur le thème abordé, une liste des sites Internet sur le thème abordé.

Coût de la formation : 10 423 € (dont 2165 € engagés sur budget 2008)

Recettes de la formation : 13 215 €

➤ **annexe IV** : liste des participants

➤ **annexe V** : programme des formations

Intitulé : « **Concevoir une médiation basée sur l'expérimentation** »

Dates : les 3 et 4 février 2009

Durée : 16 h 00

Lieu : Montbéliard

Objectifs :

Les institutions culturelles disposent d'une riche palette d'outils de médiation qui peuvent accompagner les expositions. Cette formation s'intéressera à la médiation humaine de type démonstration ou atelier, qui favorise l'expérimentation comme moyen de transmettre le savoir et de faire participer les visiteurs. Que sait-on aujourd'hui de ces dispositifs, de leurs modalités et de leurs effets, qu'ils soient intégrés à l'exposition ou à des ateliers ? Quelle place y occupent les objets patrimoniaux et les instruments de laboratoires ? Quelles sont les recherches sur la réception de ces modes de médiation auprès des différents publics ? Cette formation a pour objectif d'élucider tout le processus de conception d'une médiation qui privilégie l'expérience et la manipulation. En analysant les expériences concrètes des acteurs de médiation, l'ensemble des étapes clés sera abordé : de l'idée à la programmation, de la réalisation à l'évaluation de l'effet produit chez les visiteurs.

Public (nombre de personnes formées) : 15

Responsable scientifique : Florence BELAËN, ENS LSH, Lyon

Intervenants :

Florence BELAËN, ENS LSH et OCIM, Dijon

Jean-Yves BERNAUD, Pavillon des Sciences, Montbéliard

Orna COHEN, Orna & Co – Exhibition Design, Paris

Aurélien DENOUE, Musée du Château des Ducs de Wurtemberg

Estelle GRANDPERRIN, Pavillon des Sciences, Montbéliard

Guillaume KUNTZ, Pavillon des Sciences, Montbéliard

Delphine LANNAUD, Musée du Château des Ducs de Wurtemberg

Lionel MAILLOT, Mission culture scientifique et technique de l'Université de Bourgogne, Dijon

Thierry MALVESY, Muséum Cuvier du Musée du Château des Ducs de Wurtemberg

Alain SECRET, Cité des Sciences et de l'Industrie, Paris
Aurélien TAILLARD, Pavillon des Sciences, Montbéliard
Timothée TOURY, Université de Technologie de Troyes
Julie VOISIN, Ecole de l'ADN au Généthon, Evry

Actions avec travaux pratiques : oui

Produits utilisés : Multisupports, Powerpoint

Documents remis : dossier-type comprenant le programme horaire, la liste des participants et intervenants (avec coordonnées postales, téléphoniques et électroniques), une bibliographie des ouvrages disponibles au centre de documentation de l'OCIM sur le thème abordé, une liste des sites Internet sur le thème abordé.

Coût de la formation : 6 970 €

Recettes de la formation : 7 700 €

- **annexe IV** : liste des participants
- **annexe V** : programme des formations

Intitulé : « **Actualiser ses connaissances sur les aspects juridiques de l'utilisation des images dans une exposition** »

Dates : les 10 et 11 mars 2009

Durée : 13 h 45

Lieu : Dijon et Chalon sur Saône

Objectifs :

Les images sont omniprésentes dans l'exposition. Qu'elles soient produites et présentées à des fins scientifiques, pédagogiques, communicationnelles, leur utilisation est soumise à un cadre juridique complexe relevant à la fois du droit d'auteur et du droit à l'image. Elles nécessitent bien souvent une autorisation d'exploitation explicite et, afin d'éviter les problèmes, il est important de s'acquitter des droits nécessaires auprès des auteurs, agences photographiques...

Intégrant les nouvelles dispositions du Code de propriété intellectuelle, cette formation étudiera les utilisations des images et s'interrogera sur la possibilité d'envisager un ou plusieurs contrats-types régissant l'utilisation de l'image dans l'exposition.

Public (nombre de personnes formées) : 20

Responsable scientifique : Véronique PARISOT, Université de Bourgogne, Dijon

Intervenants :

Sylvain BESSON, Responsable du service de l'inventaire et de la documentation, Musée Nicéphore Niepce, Chalon-sur-Saône

Sylvain CHARLES, Responsable du laboratoire, Musée Nicéphore Niepce, Chalon-sur-Saône

Agnès FOUGERON, Conservateur du Patrimoine, Muséum - Jardin des sciences de Dijon

Séverine GIORDAN, Responsable du pôle « archives », Le Consortium, Dijon

Sylvain MARTIN, Avocat à la Cour d'Appel de Paris

Véronique PARISOT, Maître de conférence, Université de Bourgogne, Dijon

Laurent VALLON, Responsable du service éducatif et pédagogique, Musée Nicéphore Niepce, Chalon-sur-Saône

Actions avec travaux pratiques : oui

Produits utilisés : Multisupports, Powerpoint

Documents remis : dossier-type comprenant le programme horaire, la liste des participants et intervenants (avec coordonnées postales, téléphoniques et électroniques), une bibliographie des ouvrages disponibles au centre de documentation de l'OCIM sur le thème abordé, une liste des sites Internet sur le thème abordé.

Coût de la formation : 5 552 €

Recettes de la formation : 9 400 €

- **annexe IV** : liste des participants
- **annexe V** : programme des formations

Intitulé : « **Entre information, publicité et marketing : mettre en œuvre une communication muséale** »

Dates : les 26 et 27 mars 2009

Durée : 16 h 00

Lieu : Saint-Etienne

Objectifs :

Les musées et les institutions de médiation du patrimoine sont des organisations qui s'inscrivent dans l'espace public, y véhiculent une image, y défendent des valeurs, au même titre que d'autres, sociales, économiques, politiques. Les musées ont ainsi à communiquer avec d'autres organisations, institutionnelles ou non, avec les médias, avec les citoyens, dont ceux, en particulier, qui ne fréquentent pas les institutions patrimoniales.

Le musée a-t-il sa propre façon de communiquer ? Que privilégie-t-il dans sa communication : des contenus scientifiques, une image institutionnelle, de l'événementiel ? Quels sont les objectifs et publics recherchés ?

La formation a pour projet d'analyser et de comprendre les enjeux de cette communication sociale et publique des musées et centres des sciences. Elle s'attachera à en définir les spécificités. En s'appuyant sur des études de cas, cette formation proposera différents exemples des modes de communication des institutions culturelles.

Public (nombre de personnes formées) : 20

Responsable scientifique : Yves JEANNERET, Université d'Avignon

Intervenants :

Christine BERTON, chargée Science et société, CCSTI La Rotonde, Saint-Étienne

François COURVOISIER, professeur, Haute école de gestion Arc, Neuchâtel

Fabien CORNUT, graphiste, 642, Saint-Étienne

Guillaume DESBROSSE, chargé Science et multimédia, CCSTI La Rotonde, Saint-Étienne

Diane DRUBAY, consultante en marketing et communication, Buzzeum Consultants, Paris

Yves JEANNERET, professeur, Université d'Avignon

Christophe IMBERT, directeur de la communication, Cité du design, Saint-Étienne

Camille JUTANT, ingénieur de recherche, Groupe des écoles des télécommunications et Université d'Avignon, Avignon

Hervé JACQUEMIN, directeur, CCSTI La Rotonde, Saint-Étienne

Actions avec travaux pratiques : oui

Produits utilisés : Multisupports, Powerpoint

Documents remis : dossier-type comprenant le programme horaire, la liste des participants et intervenants (avec coordonnées postales, téléphoniques et électroniques), une bibliographie des ouvrages disponibles au centre de documentation de l'OCIM sur le thème abordé, une liste des sites Internet sur le thème abordé.

Coût de la formation : 6 301 €

Recettes de la formation : 9 400 €

➤ **annexe IV** : liste des participants

➤ **annexe V** : programme des formations

Intitulé : « **Concevoir des outils pédagogiques** »

Dates : les 12, 13 et 14 mai 2009

Durée : 21 h 30

Lieu : Mulhouse

Objectifs :

Les outils pédagogiques sont spécifiquement conçus pour des publics cibles. Ils peuvent être inclus dans l'exposition ou être utilisés de manière récurrente dans le cadre d'ateliers, être proposés en accès libre aux visiteurs ou être manipulés par un médiateur, être destinés à un usage dans ou hors les murs (malle pédagogique, par exemple).

Après avoir identifié les types d'outils pédagogiques et les publics concernés, le stage tentera de définir une méthodologie commune à l'ensemble de ces outils, de leur conception à leur réalisation et à leur gestion par les médiateurs vis-à-vis du public et de l'institution. Elle abordera également l'évaluation de ces outils auprès des divers publics.

Cette formation proposera à la fois des études de cas mais également, un cas pratique de conception et d'évaluation des outils conçus pour un jeune public.

Public (nombre de personnes formées) : 20

Responsable scientifique : Anik Meunier, Université du Québec à Montréal (Canada)

Intervenants :

Catherine BLANCHARD, Conservatrice, Musée EDF Electropolis, Mulhouse

Monique CAMIRAND, Conseillère en éducation et formation, Direction Action culturelle et éducative, Centre des

Sciences de Montréal, Montréal (Canada)
Adrien DUDA, Chargé de projets, La Nef des Sciences, Mulhouse
Francis DURANTHON, Conservateur, Muséum, Toulouse
Marie-Claude LAROUCHE, Chef des programmes multimédias, éducatifs et culturels, Musée McCord d'Histoire canadienne, Montréal (Canada)
Sylvie Le BERRE, Responsable Service des publics, Muséum, Nantes
Virginie FESINGER-LELIÈVRE, Ingénieur Projets, Université de Mulhouse
Guillaume KUNTZ, Animateur scientifique, Pavillon des Sciences, Montbéliard
Anik MEUNIER, Professeur-Chercheur, UQAM, Montréal (Canada)
Christine WELTY, Directrice, La Nef des Sciences, Mulhouse
Chantal WIESS, Enseignante détachée, La Nef des Sciences, Mulhouse

Actions avec travaux pratiques : oui

Produits utilisés : Multisupports, Powerpoint

Documents remis : dossier-type comprenant le programme horaire, la liste des participants et intervenants (avec coordonnées postales, téléphoniques et électroniques), une bibliographie des ouvrages disponibles au centre de documentation de l'OCIM sur le thème abordé, une liste des sites Internet sur le thème abordé.

Coût de la formation : 11 545€

Recettes de la formation : 14 726€

- **annexe IV :** liste des participants
- **annexe V :** programme des formations

Intitulé : « **Créer un discours d'exposition** »

Dates : les 9, 10 et 11 juin 2009

Durée : 22 h 30

Lieu : Rochefort, Ile d'Oléron et La Rochelle

Objectifs :

Tous les éléments mobilisés pour la conception d'une exposition contribuent à façonner explicitement ou indirectement un (ou des) point(s) de vue. On sait que, au fil du temps, les institutions muséales ont alterné pour leurs discours d'exposition entre neutralité et engagement, entre affirmation dogmatique et questionnement.

Comment contrôler et nuancer le point de vue dans l'écriture du discours d'exposition ? Trois registres seront explorés plus spécifiquement : le choix des objets et de leur mise en scène, la nature de l'iconographie et son mode de mobilisation, la production des textes et leur énonciation.

Quels moyens mettre en œuvre pour interpeller les visiteurs ? Comment traiter des questions sensibles ? Une exposition peut-elle contribuer à aider le visiteur à se forger sa propre opinion ?

Cette session fera alterner deux modes de travail et de réflexion : d'une part, on procédera à l'analyse détaillée de séquences d'exposition plus ou moins anciennes afin d'y repérer la manifestation d'un point de vue ; et d'autre part, on s'interrogera sur la façon dont aujourd'hui les concepteurs d'exposition naviguent entre objectivité et engagement.

Public (nombre de personnes formées) : 16

Responsable scientifique : Daniel JACOBI, Université d'Avignon

Intervenants :

Agnès BADICHE, In Site, La Rochelle

Michèle DUNAND, Muséum d'Histoire naturelle de La Rochelle

Emmanuel de FONTAINIEU, Centre International de la Mer, La Corderie Royale, Rochefort

Daniel JACOBI, Université d'Avignon

Sophie LESSARD, Musée de l'île d'Oléron, Saint-Pierre d'Oléron

Michaël LIBORIO, Musée de l'île d'Oléron, Saint-Pierre d'Oléron

Actions avec travaux pratiques : oui

Produits utilisés : Multisupports, Powerpoint

Documents remis : dossier-type comprenant le programme horaire, la liste des participants et intervenants (avec coordonnées postales, téléphoniques et électroniques), une bibliographie des ouvrages disponibles au centre de documentation de l'OCIM sur le thème abordé, une liste des sites Internet sur le thème abordé.

Coût de la formation : 9 755 € (dont 2165 € engagés sur budget 2008)

Recettes de la formation : 11 385 €

- **annexe IV** : liste des participants
- **annexe V** : programme des formations

Intitulé : « Concevoir des documents d'accompagnement à la visite (pour les enfants) »

Dates : les 8, 9, 10 et 11 septembre 2009

Durée : 29 h 00

Lieu : Nantes

Objectifs :

Aujourd'hui, pour préparer et/ou accompagner la visite des enfants (4-12 ans), les services des publics diversifient leur offre de documents.

Quels documents propose-t-on aux enfants dans les musées et centres de sciences ? Qui conçoit les supports qui seront utilisés par les enfants lors d'une visite scolaire ou de loisirs, avec quels objectifs ? Comment faire évoluer ces documents ? Ont-ils un devenir après la visite ? Cette formation proposera des études de cas, des analyses et des réflexions sur les outils de préparation et les supports de visite pour le jeune public, dans le cadre familial, de loisirs et de l'école. Elle abordera différents points de vue sur la conception du contenu, la place et le rôle de ces documents d'accompagnement à la visite.

Public (nombre de personnes formées) : 21

Responsable scientifique : Sylvie LE BERRE, Muséum d'Histoire naturelle de Nantes

Intervenants :

Cora COHEN-AZRIA, Maître de conférences, Université Lille 3

Laurence D'HAENE, Responsable du service des publics, Château des Ducs de Bretagne, Nantes

Bernadette GOLDSTEIN, Chargée de mission honoraire, Paris

Hana GOTTESDIENER, Professeur émérite, Université Paris 10 Nanterre

France HANIN, Responsable du service culturel, Musée des Arts Contemporains, Site du Grand-Hornu (Belgique)

Sylvie LE BERRE, Responsable du service des publics, Muséum d'Histoire naturelle de Nantes

Virginie LELIÈVRE-FIESINGER, Ingénieur projet, Université de Haute-Alsace, Mulhouse

Hervé MOËLO, Responsable du Centre de Ressources Ville – Direction de l'Éducation, Nantes

Margaret PFENNINGER, Responsable du service éducatif des musées de Strasbourg

Françoise RIGAT, Enseignante-chercheur, Faculté de Sciences politiques de Turin (Italie)

Nathalie VANHAMME, Musée royal des Sciences naturelles, Bruxelles (Belgique)

Actions avec travaux pratiques : oui

Produits utilisés : Multisupports, Powerpoint

Documents remis : dossier-type comprenant le programme horaire, la liste des participants et intervenants (avec coordonnées postales, téléphoniques et électroniques), une bibliographie des ouvrages disponibles au centre de documentation de l'OCIM sur le thème abordé, une liste des sites Internet sur le thème abordé.

Coût de la formation : 14 929 €

Recettes de la formation : 16 860 €

- **annexe IV** : liste des participants
- **annexe V** : programme des formations

Intitulé : « Eco-exposition : mettre en œuvre une démarche environnementale, de la conception au démontage d'un projet »

Dates : les 22, 23 et 24 septembre 2009

Durée : 22 h 00

Lieu : Lille

Objectifs :

Aujourd'hui, le développement durable constitue un enjeu important, et les acteurs politiques et de la recherche sont amenés à prendre des positions, faire des choix, en réponse à une demande sociale croissante. Le développement durable s'inscrit également, de plus en plus, dans la politique des institutions muséales, qui prennent en compte l'environnement dans l'organisation de leurs différentes actions. Quelles sont les répercussions de cet engagement sur les actions menées, notamment dans la conception et la réalisation d'expositions ? Quels sont les éléments à prendre en compte pour une « éco-exposition » ? Ceux-ci génèrent-ils un surcoût pour sa production et son exploitation ?

Cette formation cherchera à apporter des clés pour concevoir une telle exposition, en considérant tout son cycle de vie. Elle proposera également une approche normative et technique de l'utilisation des différents matériels et

matériaux employés pour la réalisation du mobilier, de l'éclairage, pour le contrôle des conditions environnementales.

Public (nombre de personnes formées) : 20

Responsable scientifique : Marie-Christine HERGAULT, Cité des Sciences et l'Industrie, Paris

Intervenants :

Michèle ANTOINE, Institut royal des sciences naturelles de Belgique, Bruxelles

Eve ARACHTINGI, Cité des Sciences et de l'Industrie, Paris

Annie BAUER, IFREE, Villiers-en-Bois

Olivier BOUVIALA, Conseil général des Hauts-de-Seine, Issy-les-Moulineaux

Lawrence CHARLES -LOUIS, Institut royal des sciences naturelles de Belgique, Bruxelles

Christophe CLÉMENT, DMF, Paris

Gérard COBUT, Institut royal des sciences naturelles de Belgique, Bruxelles

Pierre DHENIN, Espace Naturel Lille Métropole, Lille

Anne GAGNEBIEN, CNRS, Paris

Delphine GRINBERG, Palais de la Découverte, Paris

Marie-Christine HERGAULT, Cité des Sciences et l'Industrie, Paris

Benoît LAMBERT, Institut royal des sciences naturelles de Belgique, Bruxelles

Christophe LASNIER, LE PASS, Frameries (Belgique)

Agnès LEVILLAIN, Sens de visite, Paris

Laurence MULLER, LE PASS, Frameries (Belgique)

Aude PORCEDDA, Musée de la Civilisation, Québec (Canada)

Anne-Hélène RIGOGNE, BNF, Paris

Alain SORET, DMF, Paris

Actions avec travaux pratiques : oui

Produits utilisés : Multisupports, Powerpoint

Documents remis : dossier-type comprenant le programme horaire, la liste des participants et intervenants (avec coordonnées postales, téléphoniques et électroniques), une bibliographie des ouvrages disponibles au centre de documentation de l'OCIM sur le thème abordé, une liste des sites Internet sur le thème abordé.

Coût de la formation : 11 318 €

Recettes de la formation : 12 105€

➤ **annexe IV** : liste des participants

➤ **annexe V** : programme des formations

D. Les autres actions de formation

En complément des 8 stages, 1 journée d'information, des rencontres professionnelles, une journée atelier et une journée d'études ont été organisées :

Inventaire et récolement des collections complexes	Journée d'information	Paris, le 2 avril 2009	60 participants
PSC et politique d'acquisition des collections	Rencontres professionnelles	Grenoble, les 26 et 27 mai 2009	17 participants
Techniques d'animation : faire participer le public	Journée atelier	Paris, le 2 avril 2009	51 participants
Développer un partenariat éducatif et culturel	Journées d'étude	Paris, les 24 et 25 novembre 2009	71 participants

Présentation détaillée de ces actions :

Intitulé : « **Inventaire et récolement des collections complexes** »

Dates : le 2 avril 2009

Durée : 6 h 15

Lieu : Paris

Objectifs :

De nombreuses institutions (musées, universités...) ont à gérer des ensembles complexes d'objets, complexes par leur nature, leur nombre, leur différence de statut (matériels d'études, ensembles anciens et/ou mal documentés...). Elles s'interrogent sur les méthodes à employer pour étudier, trier et inventorier afin de bien conserver et valoriser ces collections, tout en disposant de moyens souvent limités.

La loi « Musée de France » a défini un cadre réglementaire pour l'inventaire et le récolement. Comment l'institution peut-elle s'appuyer sur ce cadre, qui semble contraignant, pour trouver des méthodes qui lui permettront de mener à bien ses missions ?

Après un temps passé sur les aspects réglementaires et administratifs concernant le statut des objets d'une part, et l'inventaire et le récolement, d'autre part, cette rencontre s'attachera à analyser et comparer les pratiques professionnelles qui s'y rapportent. Des intervenants venant de différentes spécialités (archéologie, ethnographie, sciences naturelles et techniques) partageront leurs expériences et leurs points de vue sur la spécificité de la gestion des collections complexes.

Public (nombre de personnes formées) : 60

Responsable scientifique : Pierre PÉNICAUD, Muséum d'Histoire naturelle de Clermont-Ferrand

Intervenants :

Claudine CARTIER, Conservateur en chef, Inspection Générale des Musées/Direction des Musées de France, Paris

Joël CLARY, Conservateur, Musée des Confluences, Lyon

Cédric CREMIÈRE, Conservateur, Directeur, Muséum d'Histoire naturelle du Havre

Émilie GIRARD, Responsable du service des collections, MuCEM, Marseille

Luc GOMEL, Directeur du service des collections, Université de Montpellier 2

Pascale JOANNOT, Responsable du chantier des collections, Muséum national d'Histoire naturelle, Paris

Brigitte LIABEUF, Conservatrice en chef, Directrice du Patrimoine et des Musées, Musée-Château d'Annecy

Jacques MAIGRET, Conservateur en chef honoraire PSTN, Paris

Pierre PÉNICAUD, Conservateur en chef, Directeur, Muséum d'Histoire naturelle de Clermont-Ferrand

Cécile SAUVAGE, Directrice, Musée ARCHÉA, Louvres

Michel VAN PRAËT, Conservateur général, Inspection Générale des Musées/Direction des Musées de France, Paris

Action avec travaux pratiques : non

Produits utilisés : Multisupports, Powerpoint

Documents remis : dossier-type comprenant le programme horaire, la liste des participants et intervenants (avec coordonnées postales, téléphoniques et électroniques), une bibliographie des ouvrages disponibles au centre de documentation de l'OCIM sur le thème abordé, une liste des sites Internet sur le thème abordé.

Coût de la formation : 5 837 €

Recettes de la formation : 4 600 €

➤ **annexe IV** : liste des participants

➤ **annexe V** : programme des formations

Intitulé : « PSC et politiques d'acquisition des collections »

Dates : les 26 et 27 mai 2009

Durée : 13 h 15

Lieu : Grenoble

Objectifs :

On sait que tout musée désireux d'obtenir le label « Musée de France » est tenu d'élaborer un *projet scientifique et culturel*. Bien au-delà d'un aspect réglementaire, l'établissement du PSC correspond à une démarche collective d'élaboration de la politique à moyen terme du musée et à sa formalisation avec les tutelles qui le financent.

Ce projet s'appuie sur la présence de collections dûment répertoriées et inventoriées. La gestion des collections y compris de la politique d'acquisition s'intègre évidemment dans le PSC. Mais comment définir cette politique ? Quels sont les priorités et les critères retenus pour choisir les collections à acquérir ? Faut-il parier sur une éventuelle complémentarité entre musées au plan local ou régional ?

Après un rappel des mécanismes administratifs et financiers en jeu, ces rencontres s'attacheront, en recourant à des exemples, à proposer des solutions pour définir la production d'un PSC et conduire au mieux une politique d'acquisition de collections patrimoniales d'histoire naturelle, d'ethnographie... Ces rencontres, prolongeant celles de Toulouse en 2008, seront également l'occasion de poursuivre des débats et échanges entre professionnels sur

les deux thématiques de ces journées.

Public (nombre de personnes formées) : 17

Responsable scientifique : Armand FAYARD, Directeur et conservateur en chef, Muséum de Grenoble

Intervenants :

Gilles CHEYLAN, Conservateur, Muséum, Aix-en-Provence

Tiphaine DEMONT, Consultante, Ineum consulting, Lyon

Christophe DUFOUR, Conservateur, Muséum d'Histoire naturelle, Neuchâtel

Armand FAYARD, Directeur et conservateur en chef, Muséum de Grenoble

Philippe GUILLET, Directeur, Muséum, Orléans

Muriel Le JEUNE-VIDALENC, Directrice Générale Adjointe, Département culture, sports, éducation jeunesse, Ville de Grenoble

Jean-Pascal VENDEVILLE, Associé partenaire en charge du secteur culturel, Ineum consulting, Lyon

Animateurs

Daniel JACOBI, Professeur, Université d'Avignon, Laboratoire Culture & Communication, Avignon

Michel VAN PRAËT, Conservateur général du Patrimoine, Inspection générale des Musées de France, Paris

Action avec travaux pratiques : non

Produits utilisés : Multisupports, Powerpoint

Documents remis : dossier-type comprenant le programme horaire, la liste des participants et intervenants (avec coordonnées postales, téléphoniques et électroniques), une bibliographie des ouvrages disponibles au centre de documentation de l'OCIM sur le thème abordé, une liste des sites Internet sur le thème abordé.

Coût de la formation : 7 430 €

Recettes de la formation : 2 100 €

➤ **annexe IV** : liste des participants

➤ **annexe V** : programme des formations

21

Intitulé : « **Techniques d'animation : faire participer le public** »

Dates : 1^{er} juillet 2009

Durée : 7 h 15

Lieu : Paris

Objectifs :

Les publics sont au cœur des préoccupations des musées et centres de sciences. Expositions, ateliers, visites guidées, exposés... sont les productions ou actions traditionnellement développées pour leur faire découvrir, pour les sensibiliser, pour leur faire part de points de vue. Mais comment les inciter à prendre la parole et à se questionner ? Quelles sont les techniques d'animation qui induisent une participation réelle des publics ?

En partant de cas pratiques, cette formation proposera une analyse de quelques techniques (prise en main, questionnement, visiteur « cobaye », type de langage, de silence, de gestuelle...) qui favorisent une communication avec les différents publics (jeunes et adultes). Des professionnels des secteurs de la psychologie, de la communication, des sciences cognitives... feront part de leurs connaissances et expériences sur ce sujet.

Public (nombre de personnes formées) : 51

Responsable scientifique : Guy SIMONIN, Palais de la Découverte, Paris

Intervenants :

Florence BELAËN, OCIM, Dijon

Michael CREEK, ECSITE, Bruxelles Belgique

Jonathan DODÉMONT, Palais de la Découverte, Paris

Richard-Emmanuel EASTES, Groupe TRACES, École Normale Supérieure de Paris

Louis-Jean GACHET, OCIM, Dijon

Michèle GELLEREAU, Université Lille 3

Christian GOICHON, Les Brasseurs d'idées, Niort

France HANIN, Musée des Arts Contemporains, Site du Grand-Hornu, Belgique

Lionel MAILLOT, Mission culture scientifique de l'Université de Bourgogne, Dijon

Anne-Lise MATHIEU, Cité des Sciences et de l'Industrie, Paris

Fabrice ROUBEYRIE, Comédien magicien, Paris

Guy SIMONIN, Palais de la Découverte, Paris

Annick WEIL-BARAIS, Université d'Angers

Action avec travaux pratiques : non

Produits utilisés : Multisupports, Powerpoint

Documents remis : dossier-type comprenant le programme horaire, la liste des participants et intervenants (avec coordonnées postales, téléphoniques et électroniques), une bibliographie des ouvrages disponibles au centre de documentation de l'OCIM sur le thème abordé, une liste des sites Internet sur le thème abordé.

Coût de la formation : 5 905 €

Recettes de la formation : 4 700 €

- **annexe IV** : liste des participants
- **annexe V** : programme des formations

Intitulé : « **Développer un partenariat éducatif et culturel** »

Dates : les 24 et 25 novembre 2009

Durée : 15 h 00

Lieu : Paris

Objectifs :

Aujourd'hui, les institutions muséales diversifient les occasions de rencontrer leurs publics, ce qui les conduit à questionner et imaginer de nouvelles formes de partenariats, notamment avec les professionnels de l'éducation. Comment penser la relation école-musée et comment s'inscrit-elle dans le cadre réglementaire, même s'il n'est pas clairement défini ?

Comment valoriser une visite scolaire dans un musée ou un centre de science et prendre en compte les attentes des enseignants ? Quelles sont les ressources proposées et/ou mises à la disposition des enseignants et des enfants ?

Quels nouveaux enjeux mobilisent les acteurs du champ éducatif et culturel ?

Autant de questions auxquelles doivent répondre l'école et les institutions de culture scientifique et technique dans les rapports qu'elles entretiennent depuis des années. En effet, bien que complémentaires et ayant des objectifs qui se recoupent, ces institutions proposent des approches différentes aux savoirs.

Ces journées d'études proposent de s'interroger sur les relations qui se trouvent au croisement de problématiques culturelles, éducatives, sociales et politiques. Elles s'inspireront de partenariats innovants en France et à l'étranger pour nourrir les débats.

Public (nombre de personnes formées) : 71

Responsable scientifique : Guy SIMONIN, Palais de la Découverte, Paris

Intervenants :

Élisabeth CAILLET, Muséologue, experte en médiation culturelle, Paris

Cyril BLONDEL, Chargé de mission, Forum départemental des Sciences, Villeneuve d'Ascq

Philippe BRIERE, Médiateur scientifique, Centre de Sciences, Orléans

Robert CARON, Directeur, Centre Paris Lecture

Cora COHEN-AZRIA, Maître de Conférences, Université Lille 3

Nathalie DUPONT, Maître de Conférences, Université Caen/Basse-Normandie

Angèle FOURÈS, Chargée de formation, OCIM, Dijon

Jean-Paul FILIOD, Maître de conférences, Université Lyon 1

Claude FOURTEAU, Consultante, Paris

Louis-Jean GACHET, Directeur, OCIM, Dijon

Yves GIRAULT, Professeur, Muséum national d'Histoire naturelle, Paris

Laura GRASER, Responsable programme jeunes publics TRAFFO, Carré Rotondes, Luxembourg

Marie-Claude LAROUCHE, Chef programmes multimédias, éducatifs et culturels, Musée McCord d'Histoire canadienne, Montréal

Jean-Marc LAURET, Chef du département de l'éducation, des formations, des enseignements et des métiers, délégation au développement et aux affaires internationales, Ministère de la Culture et de la Communication, Paris

Virginie LELIÈVRE-FIESINGER, Ingénieur Projets, Université de Haute-Alsace, Mulhouse

Dominique LONGUEVILLE, Institutrice spécialisée, Institut Médico Éducatif « Le Tremplin », Bobigny

Ewa MACZEK, Responsable formation continue, OCIM, Dijon

Anik MEUNIER, Professeure, Université du Québec à Montréal

Hervé MOËLO, Responsable Centre de Ressources Ville, Direction de l'Éducation - Actions Éducatives, Nantes

Frédérique PHILIPP, Directrice, Ecole Pluie de Roses, Villenave-d'Ornon

Gabriel PICOT, Responsable service Éducation-Formation, Palais de la Découverte, Paris

Sylvette PIERRON, Chargée du suivi des projets scientifiques et environnement, Délégation Académique de l'action culturelle, Rectorat de Versailles

Serge POUTS-LAJUS, Consultant et expert dans le domaine des TICE, Éducation & Territoires, Paris

Pierre SEBAN, Responsable de la culture scientifique, Direction générale de l'enseignement scolaire, Ministère de

l'Éducation nationale, Paris

Guy SIMONIN, Directeur scientifique, Palais de la Découverte, Paris

Magali STITELMANN, Médiatrice scientifique, Conservatoire et Jardin botaniques de la Ville de Genève

Claude-Hubert TATOT, Programme TRANS – Enseignement Médiation, Haute École d'Art et de Design, Genève

Michel VAN PRAËT, Inspecteur général, Direction des Musées de France, Paris

Sicka YAMAJAKO, Chargée du développement des activités pour les publics spécifiques, CNAM – Musée des arts et métiers, Paris

Réponses à l'appel à communication *Les participants ont la parole...*

David ARZAILLER, Ancien enseignant mis à disposition Cité des Sciences et de l'Industrie, Université Paris I La Sorbonne

Laure BARBIZET-NAMER, Directrice du service des ressources et de la pédagogie, Cité nationale de l'Histoire de l'Immigration, Paris

Christophe CHAFFARDON, Responsable Éducation, Direction des programmes, Cité de l'espace, Toulouse

Martine DELHOMMEAU, Médiatrice culturelle en charge de partenariat « Écoles-musées », Musées de l'Ain, Bourg-en-Bresse

Céline DUPONT, Chargée du projet « musées-écoles », Musées et Société en Wallonie, Namur (Belgique)

Hélène FRANCONI, Professeur, Muséum d'Histoire naturelle de la Réunion, Saint-Denis

Chrystèle RODEVA, Chargée de la médiation culturelle, Musées des techniques et cultures comtoises

Elsa STEIN, Responsable de l'action culturelle et pédagogique, Musée de la Poste, Paris

Action avec travaux pratiques : non

Produits utilisés : Multisupports, Powerpoint

Documents remis : dossier-type comprenant le programme horaire, la liste des participants et intervenants (avec coordonnées postales, téléphoniques et électroniques), une bibliographie des ouvrages disponibles au centre de documentation de l'OCIM sur le thème abordé, une liste des sites Internet sur le thème abordé.

Coût de la formation : 14 153 €

Recettes de la formation : 400 € (+ 6 652 € perçus sur budget 2010)

➤ **annexe IV :** liste des participants

➤ **annexe V :** programme des formations

E. Partenariats

- **Formation destinée aux personnels en charge de la restauration des collections d'histoire naturelle : partenariat INP/OCIM**

Suite à la loi relative aux musées France de 2002 et sous l'impulsion des représentants du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, la formation « pour les restaurateurs de collections d'histoire naturelle », demandée pour deux candidats par la commission scientifique d'habilitation des restaurateurs, a été dès le départ proposée à d'autres professionnels en charge des collections d'histoire naturelle dont les besoins avaient été préalablement identifiés par une enquête.

Cette formation vise à compléter les connaissances acquises au cours de leur formation initiale (majoritairement scientifique) et au cours de leur expérience professionnelle.

Une coopération entre l'INP, l'OCIM et l'uB a permis la réalisation des formations :

- en 2007 pour 15 participants,
- en 2008 pour 12 participants,

de profession libérale ou issus de musées d'Histoire naturelle et venus de toute la France.

Les frais pédagogiques de cette formation sont pris en charge par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, par l'intermédiaire de l'OCIM. Les frais de mission sont quant à eux à la charge des collectivités et/ou institutions muséales dont dépendent les participants de la formation.

Dès sa deuxième session, cette formation est devenue diplômante (avec effet rétroactif pour la 1^{ère} session) : diplôme universitaire (DU) « Certificat de perfectionnement à la préservation des collections d'histoire naturelle » de l'université de Bourgogne, et les soutenances ont eu lieu le 7 mai 2009 à Paris.

Au total, 10 personnes ont obtenu ce diplôme (pour les 2 promotions confondues).

A noter qu'une évaluation de la formation a été réalisée auprès de la deuxième promotion et a permis d'identifier les atouts et les améliorations possibles de cette formation, qui n'est pas reconduite en 2010.

- **Partenariat avec le CNFPT**

En 2008, l'OCIM a renforcé les liens avec le CNFPT Bourgogne, Pôle de compétence du Patrimoine. Actuellement, une convention-cadre précise la coopération entre l'OCIM et le CNFPT. Elle développe 3 axes basés sur l'observation des métiers des muséums, un échange mutuel d'informations sur l'actualité législative des formations et elle fixe le cadre général d'une mise en place d'éventuelles formations. Dans le cadre de cette coopération, a été élaboré en commun l'itinéraire de professionnalisation du régisseur des collections avec 8 modules dont 2 sont prévus à Dijon pour 2009.

Le contenu de ces deux formations a été élaboré par l'OCIM. L'intervenante principale Isabelle Boiché, conseillère en conservation préventive a pu animer les deux formations :

- « *Le contrôle des réserves du musée : conservation préventive, sécurité des collections* », Dijon, les 19 et 20 mai 2009
- « *Évaluer le volume des collections et aménager les réserves des musées* », Dijon, les 12 et 13 octobre 2009

Les deux formations ont réuni 27 stagiaires (catégorie C et B), provenant majoritairement de la région Bourgogne et d'autres régions françaises. Une petite minorité (3 à 5 personnes) a pu suivre les deux modules.

5. L'édition

A . Vue générale

Le secteur édition de l'OCIM a poursuivi en 2009 ses activités récurrentes :

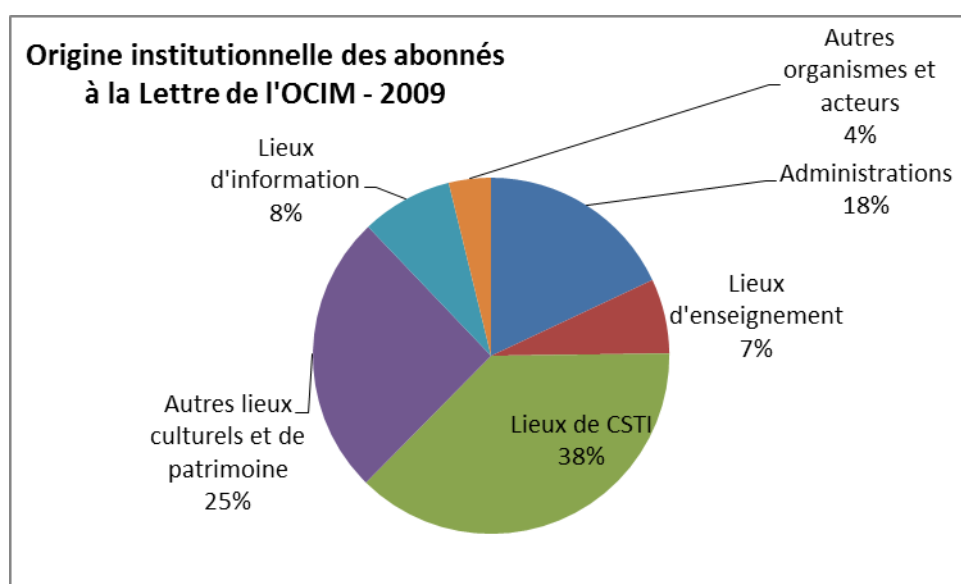
- travail de préparation des textes et publications en lien avec les comités (lecture et publications)
- parution bimestrielle régulière de La Lettre de l'OCIM

Par ailleurs, l'année 2009 a été l'occasion d'éditionner un numéro anglophone de La Lettre de l'OCIM, une nouvelle édition de l'Annuaire des fournisseurs des musées et de procéder à la réimpression de 3 ouvrages épuisés.

B . La diffusion

En 2009, la diffusion de La Lettre de l'OCIM est constante par rapport aux années précédentes : 1 343 abonnés pour le numéro 126 de novembre-décembre 2009.

25



Les abonnés sont très majoritairement issus de lieux de CSTI, avec une forte représentation également des lieux culturels et de patrimoine (hors CSTI). A noter que parmi les abonnés à la Lettre de l'OCIM, on compte près de 2,5 % d'étudiants.

La distribution géographique reste inchangée : les abonnés étrangers représentent 11,80 % des abonnés (et parmi eux 75 % sont européens).

La diffusion des publications éditées par l'OCIM

18 titres étaient disponibles en 2009 (16 en vente, 2 diffusés gratuitement).

461 ouvrages au total ont été vendus cette année, soit une augmentation de 21 % par rapport à 2008.

Titres	Nombre d'exemplaires vendus du 01/01 au 31/12		
	2008	2009	évolution 2008-2009
La conservation préventive des collections	92	102	+ 11 %
Manuel d'éclairage muséographique	31	47	+ 52 %

Manuel de conservation préventive	78	109	+ 40 %
Une Expo de A à Z	66	51	- 23 %
Portes ouvertes les enfants	27	37	+ 37 %
Taxidermie	5	9	+ 80 %
Écrire sur les murs	29	28	- 3 %
Essayer <--> Modifier	5	12	+ 140 %
Réflexions sur le patrimoine scientifique et technique	6	9	+ 50 %
Statuts juridiques des boutiques de musée	16	22	- 38 %
Les musées face à l'édition multimédia	5	3	-
Premiers usages des cédéroms de musées	3	1	-
Les sciences de la terre en représentation	1	4	-
Images d'exposition	12	22	+ 83 %
Dialogues franco-allemands I	2	0	-
Muséums en rénovation	2	5	-
Des collections en sciences de la Terre	Fichiers PDF à télécharger		
Annuaire des fournisseurs des musées 2008	Diffusion gratuite assurée par l'éditeur		
Nombre total d'exemplaires vendus	380	461	+ 21 %

C. La Lettre de l'OCIM

Les six numéros parus selon le calendrier éditorial habituel (parution bimestrielle) totalisent :

- 33 articles de fond
- 54 auteurs
- 480 pages

Sur les six numéros parus en 2009, 4 sont généralistes (voir en annexe la liste des sommaires des lettres de l'OCIM n°121 à 126), le numéro 124 étant un numéro thématique intitulé « Les projets de musée : méthodes et études de cas » et le numéro 126 étant un numéro thématique intitulé « Pratiques d'évaluation, cadres d'observation ».

Un numéro anglophone de la Lettre de l'OCIM, florilège de textes parus antérieurement, a été édité à titre expérimental, et diffusé notamment durant trois rendez-vous professionnels internationaux : congrès annuel d'ECSITE, réunion des Présidents des comités internationaux de l'ICOM et 10^e réunion du réseau Universéum (réseau des musées scientifiques universitaires européens). Il comprenait 11 articles impliquant 14 auteurs pour un total de 98 pages. Cette tentative anglophone n'a reçu que peu d'écho favorable, ce qui a permis de conclure à la non-reconduction de cette opération.

- **annexe VI** : sommaires des Lettres de l'OCIM parues

D. Les autres publications

Annuaire des fournisseurs 2009

12^e édition de ce répertoire, sans changement notable par rapport à la précédente.

Parution janvier 2009

Version papier (tirée à 5 000 exemplaires) ; diffusion gratuite aux professionnels des musées

- **annexe VII** : documents relatifs aux nouveaux ouvrages

Les rééditions

- *Manuel de conservation préventive*. Ré-édition sans ajout ni modification ; tirage à 100 exemplaires en février 2009 ; diffusion payante (15 €).
- *Une expo de A à Z*. Ré-édition sans ajout ni modification ; tirage à 100 exemplaires en septembre 2009 ; diffusion payante (10 €).
- *La conservation préventive des collections*. Ré-édition sans ajout ni modification ; tirage à 200 exemplaires en septembre 2009 ; diffusion payante (15 €).

Les ententes pour la diffusion des publications

Un partenariat de diffusion s'est poursuivi en 2009 avec la Société des musées québécois (SMQ) : diffusion en Amérique du Nord de certaines publications de l'OCIM. Réciproquement, l'OCIM diffuse des publications de la SMQ sur le territoire européen. Depuis 2002, une entente prévoit d'effectuer un bilan annuel des ventes effectuées par l'OCIM et la SMQ et d'établir une facture de la différence payable par l'organisme dont les ventes sont les moins élevées. Cette entente porte sur un volume assez faible de ventes puisqu'en 2008, l'OCIM a diffusé 19 ouvrages de la SMQ et la SMQ a diffusé 14 ouvrages de l'OCIM.

6. Observatoire du Patrimoine et de la Culture scientifiques et techniques

A. Phase d'exploration

L'année 2009 a constitué un tournant important pour l'émergence de l'Observatoire du Patrimoine et de la Culture scientifiques et techniques répondant à une commande des tutelles de l'OCIM (Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et Université de Bourgogne) formulée en 2007.

Définition d'une méthodologie d'observation

L'année 2008 a été mise à profit pour travailler sur l'interprétation de la commande et formuler des premières propositions d'éventuels positionnements pour un futur Observatoire porté par l'OCIM. En fin d'année 2008, le recrutement de Florence BELAEN en tant que Chef de projet Observatoire a permis d'intensifier la « construction » de ce nouveau dispositif pour laquelle une exploration des modalités d'observation d'une part, des attentes des acteurs de la Culture scientifique et technique d'autre part, s'est poursuivie. Les données collectées ont permis d'élaborer la méthodologie d'observation adaptée à l'Observatoire de l'OCIM. Celle-ci s'articule en 4 axes :

Axe 1 Inventaire : repérage des données existantes et les manques

Axe 2 Dispositif Observatoire Participatif et Collaboratif : production d'indicateurs

Axe 3 Production d'études et participation à des programmes de recherche

Axe 4 Insuffler une dynamique d'évaluation : formation, édition et site Internet pour une mise en visibilité de l'Observatoire et une dynamique d'évaluation

Bien que sa mise en visibilité ait lieu en fin d'année 2009, le dispositif d'observation envisagé par l'OCIM se base sur la construction d'une coopération des différents acteurs, parce qu'il relève d'une démarche d'expertise et de prospective et qu'aucun observatoire existant ne sert complètement de modèle à celui-ci, d'éventuels réajustements de positionnement pourront avoir lieu dans les mois qui suivront son lancement. L'Observatoire devrait parvenir à un fonctionnement optimal dans 2 ans, après avoir expérimenté différents outils, capitalisé données et analyses et répondu aux besoins des commanditaires de cet outil et des secteurs professionnels concernés.

Durant l'année 2009, l'accent est mis prioritairement sur **l'inventaire** (Axe 1) qui avait pour finalité de repérer les données existantes qui rendraient compte du « poids » de la CSTI. L'intention principale de cet exercice était de localiser ces données, de les collecter, de les « faire parler » et d'identifier les carences en termes d'indicateurs chiffrés. Mais pour maîtriser au mieux cette quête d'informations chiffrées, a été mené en priorité un travail de recensement et de catégorisation centré sur les acteurs qui participent à l'offre de diffusion de culture scientifique et technique accessible à tous.

Parallèlement, la question **du projet d'Observatoire Participatif et Coopératif** (Axe 2) est alimentée par différentes consultations menées auprès des acteurs et par l'élaboration d'une première liste d'indicateurs.

Consultation du groupe d'experts-référents

En concertation avec les tutelles de l'OCIM, une liste de personnalités reconnues pour leurs expériences et compétences soit dans le domaine de la Culture Scientifique et Technique, soit dans la pratique de l'observation et de l'évaluation, a été élaborée pour accompagner l'équipe de l'Observatoire pour la période temporaire (année 2009) du montage de l'outil.

Ces personnes constituant le groupe d'experts-référents, pour la durée du montage de l'Observatoire

sont :

- Marie-Françoise Chevallier-Le Guyader, Directrice de l'Institut des Hautes Etudes pour la Science et la Technologie,
- Bruno Dosseur, Directeur de Relais d'sciences, CCSTI de Basse Normandie Caen, labellisé « Science&Culture, Innovation » en 2008,
- Réal Jantzen, Conseiller spécial du Président de la Cité des Sciences et de l'Industrie,
- Joëlle Le Marec, Professeur en sciences de l'Information et de la communication, Laboratoire « Communication, Culture et société », École Normale Supérieure de Lyon, Lettres et Sciences Humaines,
- Bernard Maitte Directeur du Centre d'Histoire des Sciences et d'Épistémologie à l'Université de Lille I,
- René Rizzardo, Fondateur et ancien Directeur de l'Observatoire des Politiques Culturelles de Grenoble,
- Michel Van Praët, Conservateur général, Inspection générale des Musées de France.

Plusieurs modes de consultation ont été mis en œuvre : nous avons échangé avec la plupart d'entre eux individuellement, sur la base de nos documents et de l'avancement de nos réflexions. Une réunion de travail de ce groupe d'experts et référents s'est tenue le 18 juin.

29

Organisation en interne

L'entrée de l'observatoire dans une phase d'ouverture des premiers chantiers s'est accompagnée d'une dynamique de structuration de l'équipe Observatoire-OCIM et d'un renfort temporaire en termes de ressources humaines.

Ainsi l'équipe est-elle organisée de la manière suivante :

- Chef de projet : Florence Belaën (*titulaire*)
- Chargé d'étude – responsable du dispositif Observatoire Participatif et Collaboratif : Fabien Lacaille (*CDD jusqu'au 31/12/09*)
- Chargé de projet – programmation colloque, travail de veille, de capitalisation des études et réflexions menées autour de la CST, projets européens : Jean-Louis Lacroix (*titulaire*)
- 2 chargés d'enquêtes – Inventaire, collectes et valorisation des données : Olivier Soichot (*CDD plein temps jusqu'au 30/06/09 puis mi temps jusqu'au 31/08/09*) et Julien Couteaux (*CDD jusqu'au 31/12/09*)

Le déploiement et l'efficacité de l'Observatoire dépendront des moyens alloués à ce dispositif.

L'organisation de travail se base sur un lancement de ce nouveau dispositif en novembre 2009, **officialisé par un colloque organisé à Dijon les 26 et 27 novembre 2009**. Cet événement d'envergure nationale marque la fin d'une période exploratoire et le début d'une mise en visibilité des actions de l'Observatoire.

B. Rencontres de lancement de l'OPCST

Les Rencontres des 26 et 27 novembre 2009, « Observer, questionner, accompagner : un observatoire pour la culture scientifique et technique », accueillies par la Région Bourgogne et le Grand Dijon, ont constitué une étape importante pour l'OCIM) qui, pour la première fois, invitait les réseaux de professionnels à débattre des conditions de la mise en place de l'Observatoire du Patrimoine et de la Culture Scientifiques et Techniques (OPCST).

De fait, ces Rencontres ont suscité une participation forte, significative de l'intérêt porté par les acteurs à l'émergence d'un tel outil, mais aussi une audience représentative de la grande diversité de leurs inscriptions institutionnelles.

Elles ont également été marquées par une intense implication dans les débats proposés lors de ces deux journées. Les matériaux recueillis, extrêmement riches, témoignent des interrogations exprimées mais aussi des efforts communs pour réactualiser les traits caractéristiques du paysage de la culture scientifique et technique et de ses enjeux sociétaux.

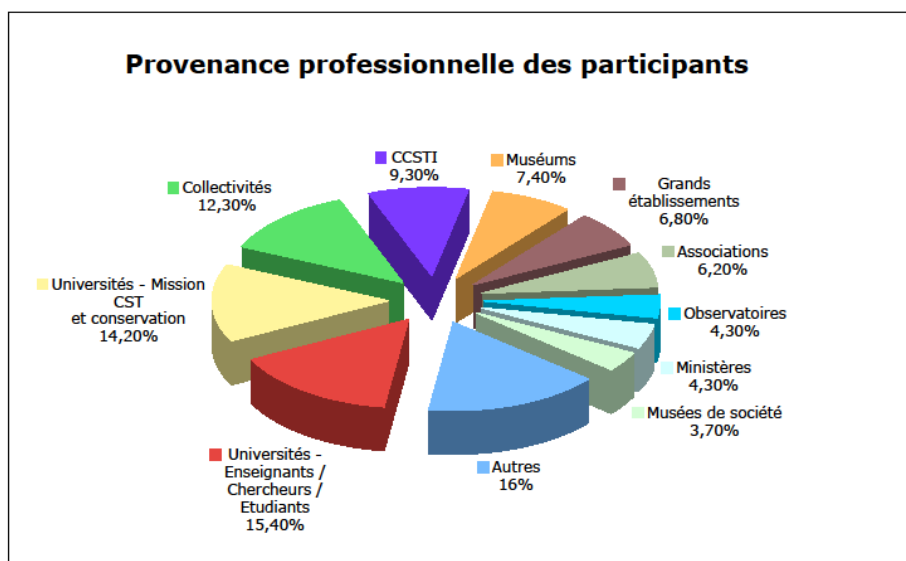
Ces rencontres ont fait l'objet de l'édition du n°126 de la Lettre de l'OCIM, paru à l'occasion de l'événement et remis aux participants. Elles donneront également lieu en 2010 à d'autres publications (papier et électronique) sous formes d'actes et de synthèse.

- **annexe VI** : sommaires des Lettres de l'OCIM parues 2009
- **annexe VIII** : programme et liste des participants aux Rencontres des 26 et 27 novembre 2009

Ces Rencontres ont été conçues sous la forme d'une consultation nationale selon le mode coopératif affiché dans le projet de l'Observatoire de l'OCIM, l'idée étant de faire émerger de tous ces débats une feuille de route en phase avec les besoins des professionnels et des enjeux à venir.

175 personnes ont assisté au lancement de l'OPCST.

Notons le caractère international des participants (France, Canada, Espagne, Italie, Suisse, Belgique) ainsi que la diversité des provenances institutionnelles représentées, que l'on peut classer en 11 « familles » institutionnelles :



Appréciations générales

Quelques éléments d'appréciation à l'issue de ces deux journées de débats doivent être pris en considération dans la construction de ce nouvel outil coopératif.

La CST représentée dans sa grande diversité d'acteurs

Pour répondre au mieux aux ambitions de l'OPCST et appréhender les enjeux à venir de ce champ professionnel, le programme de la manifestation avait été pensé avec la volonté de réunir toute la palette des professionnels impliqués dans des politiques ou actions de diffusion de la CST : non seulement les acteurs reconnus, comme les muséums, les CCSTI, les grands établissements, mais également les acteurs émergents, comme la société civile, les collectivités territoriales, les organismes de recherche, etc.

De fait, l'ensemble des familles d'acteurs a pu être représenté et a pu participer aux débats. Le caractère hétérogène de cette audience a eu des effets sur la nature des échanges.

Il faut citer, tout d'abord, l'affirmation de certains acteurs comme les universités à vouloir participer à ces dynamiques de diffusion des connaissances. Également, à l'image du périmètre d'observation de ce nouvel observatoire, les Rencontres ont été l'occasion de réaffirmer la nécessaire articulation entre le volet patrimoine et le volet médiation scientifique du champ de la CST.

La question de la légitimité des uns par rapport aux autres « qui est le plus légitime pour représenter la CST ? » survenue à plusieurs reprises dans les échanges, montre le besoin de repenser les dynamiques partenariales et les logiques de réseaux.

Les participants, porteurs de cultures professionnelles différentes, certes réunis pour penser ensemble ce dispositif de production de connaissances, ont insisté sur l'importance de ne pas nier leurs spécificités en tentant de répondre aux besoins des uns et des autres : la gestion des collections pour le groupe « patrimoine » et la culture du débat pour le groupe « médiation ».

Une participation active

Le principe de la consultation proposé dans ces Rencontres a fonctionné, notamment dans les ateliers où les participants ont accepté le travail à la fois introspectif et prospectif qui leur était proposé sur les questions qui leur paraissaient importantes dans leurs pratiques professionnelles et sur leurs besoins d'outils d'accompagnement.

Une envie d'être actif, de faire partie de cette dynamique était perceptible, une volonté d'être dans la « co-construction », comme la qualifie Joëlle Le Marec, rapporteuse de la synthèse finale, même si chaque famille d'acteurs attire l'attention sur sa spécificité.

Un retour au sens et aux valeurs

Dans une période de crise (morale, financière) et d'incertitude, souvent synonyme de repli identitaire professionnel, le besoin d'échanger et de repenser collectivement les politiques et stratégies de CST se fait ressentir. Après la démarche volontariste des années 80 marquée par une approche humaniste du développement de la société, la question du sens de ces politiques et de ces actions refait surface. Comme l'exprime René Rizzardo, modérateur de la première table ronde, « nous sommes dans une société qui a perdu l'importance du sens, et la question du pourquoi on fait les choses se pose ».

A également été abordée la question des valeurs qui unissent ce milieu professionnel, milieu qui s'est développé en marge du champ de la culture, de l'éducation et de la valorisation de la recherche et a contribué à la reconnaissance de la médiation scientifique, positionnement original et spécifiquement français.

Un contexte et des paradigmes qui ont changé

Comme cela a été dit lors de la présentation des premières lignes directrices de l'OPCST, le besoin d'observation se fait ressentir dans des périodes de changement et dans des contextes d'une grande complexité ; ce qui oblige à disposer de nouvelles grilles d'analyse des situations. Quelques éléments de ces changements ont été rappelés par les intervenants au cours des débats.

Les programmes de diffusion de la culture scientifique et technique opèrent aujourd'hui, selon Jean-Michel Besnier, dans le contexte d'une double crise de représentation : celle propre à la science qui n'est plus perçue par les publics comme synonyme de progrès, et celle de la société civile dont les dispositifs de gouvernance n'ont pas mesuré l'évolution et le désir d'implication.

Pour Jean-Louis Martinand, le champ de la CST se retrouve également ébranlé par un monde de l'éducation en quête de redéfinition et de repositionnement, ainsi que par un monde de la recherche de plus en plus mal perçu dans nos sociétés contemporaines.

Autre événement majeur très en phase avec l'actualité : l'évolution de l'action du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche suscite des inquiétudes dans ce milieu. Nombre d'acteurs s'interrogent sur le devenir du soutien de l'État aux politiques de CST sur le territoire national, et sur la place et le rôle qu'occupera le grand opérateur national naissant, Universcience, fruit de la réunion des deux institutions parisiennes, la Cité des sciences et de l'industrie et le Palais de la découverte.

Toujours du point de vue de la gouvernance, un élément contextuel qui fait bouger le champ d'action de la CST est celui du projet de loi sur l'acte III de la décentralisation.

Le paysage des acteurs de la CST a également connu de profondes mutations avec l'affirmation de nouveaux acteurs comme en témoigne la participation des organismes producteurs de savoir que sont les universités et les organismes de recherche, avec la présence de Nabil El Hagar de l'université de Lille et de Christophe Breuillet, directeur du pôle de compétitivité Vitagora. L'affirmation, encore, des publics qui se retrouvent experts des sujets qu'on leur présente, comme l'illustre la Fondation Sciences Citoyennes représentée par sa directrice Claudia Neubauer, ou l'importance de l'apport des amateurs dans ce domaine, rappelée par Michel Guiraud du Muséum national d'Histoire naturelle.

De cette multiplication des acteurs résulte la nécessité de fabriquer de nouveaux réseaux, comme l'explique Marie-Françoise Chevallier-Le Guyader, modératrice de la troisième table ronde : des réseaux fondés sur des rapprochements interdisciplinaires et des rapprochements stratégiques.

Des Rencontres à l'esquisse d'un projet d'observatoire

La première table ronde, qui a introduit les Rencontres, a été dédiée aux observatoires dans toute leur diversité : de champ, de nature, d'origine. Force est de constater que sous un même vocable se cache une multitude de dispositifs. Quelques exemples ont ainsi été présentés au cours de ces journées.

Exemples d'autres observatoires

Un observatoire peut relever d'une agence locale qui accompagne les acteurs au plus près de leurs pratiques, comme l'agence Alterre Bourgogne qui s'applique à l'observation de l'environnement. Un observatoire peut également être un outil national de statistiques qui appréhende un champ comme un secteur global, à l'instar de l'Observatoire de la Culture et de la Communication du Québec. Il existe aussi des observatoires portés par des fédérations d'acteurs qui assurent une mise en visibilité de leurs membres et de leurs actions, comme l'observatoire de la Société des Musées Québécois. Enfin, un quatrième exemple est celui d'un observatoire construit comme un laboratoire de recherche, qui analyse les tendances des changements de pratique, comme l'Observatori de la Comunicacio Cientifica de l'université Pompeu Fabra de Barcelone, spécialisé dans la communication scientifique.

Le projet de l'Observatoire du Patrimoine et de la Culture Scientifiques et Techniques de l'OCIM s'inspire de ces différents dispositifs tout en développant sa propre signature par rapport à son périmètre d'observation et à la commande dont il émane.

Quelques attentes par rapport à ses fonctions ont pu être clairement identifiées au cours de ces deux journées : lieu de référence, dispositif de veille et plateforme de rencontres.

Lieu de référence

Ces Rencontres ont fait émerger le besoin des acteurs de disposer d'un espace de référence où seraient regroupés des éléments d'une culture commune, comme un vocabulaire et des textes de référence. À partir de l'exemple des programmes institués et soutenus par la Commission européenne, Sophie Tocreau explique comment la communauté des acteurs peut se trouver confrontée à des enjeux importants et comment elle doit pour cela disposer d'un langage commun. Comme le précise Joëlle Le Marec, « *ce dispositif pourrait permettre de réinterroger les catégories par lesquelles sont pensées les actions, sans être sous la pression d'une demande sociale.* »

Dispositif de veille

Le besoin d'observation peut naître d'un changement de contexte. Les participants à ces Rencontres ont exprimé leur besoin et leur attente d'informations et d'éclairages qui leur permettent d'appréhender les mutations de la société : que ce soit du point de vue des pratiques culturelles, du rapport au savoir, etc. Le travail de veille, qu'il soit intellectuel, institutionnel ou stratégique comme le distingue René Rizzardo, trouve là pleinement sa justification et sa place.

Cette activité de veille pourra être locale car l'OPCST devra « *avoir le sens du territoire* », selon l'expression de Michel Perron, tout en dépassant le cadre national de son champ d'observation.

Plateforme de rencontres

Observer, c'est aussi fédérer des appartenances en mettant en visibilité les actions des uns et des autres et en facilitant le travail de réseau ; ainsi les missions d'observation sont souvent corrélées avec celles d'animation.

Les Rencontres ont montré que les attentes vis-à-vis d'un dispositif d'observation portent non seulement sur la création d'outils d'accompagnement et de pilotage, mais également sur l'instauration d'une dynamique de travail.

Les fédérations d'acteurs ont à ce propos manifesté leur volonté d'être sollicitées par l'Observatoire et nourries par ses productions en vue de mener leurs actions de lobbying.

Appréciations par atelier

Les Rencontres ont été l'occasion de tester certaines thématiques et d'en apprécier les besoins en termes de connaissances et d'outils.

Ces champs sont les suivants : l'évaluation chiffrée des activités des institutions et la mesure de leur impact, la diversité et les défis des politiques territoriales, l'articulation formations et qualité du marché de l'emploi du secteur CST et enfin l'observation de nouvelles tendances dans les offres et dans les pratiques des publics.

Avant d'entrer dans l'enjeu des débats qui ont animé ces quatre ateliers et des pistes qu'ils dégagent pour la feuille de route de l'Observatoire, il résulte que ces quatre ateliers ont fonctionné dans leur globalité et que leur déclinaison a fait sens : ces quatre chantiers sont riches en questionnements et expériences à partager et appellent des réponses qui leur sont propres. En effet, si l'atelier « La formation et l'emploi » a rendu visible la nécessité de disposer d'informations chiffrées sur l'état du marché de l'emploi, l'atelier « Données, indicateurs, impacts » a fait naître le besoin d'une dynamique de dialogue entre commanditaires et responsables de structure.

Les propositions de l'Observatoire face aux défis de la CST doivent donc être imaginées de manière spécifique, en fonction de la nature même de la problématique.

33

Atelier 1 : Données, indicateurs, impacts

Ce premier atelier est le plus technique d'entre tous. Il concerne tout le champ de l'évaluation chiffrée appliquée aux structures, la production d'indicateurs et la mesure d'impacts.

L'ensemble des présentations a montré qu'il existait une grande diversité d'initiatives dans ce sens, à l'échelle des structures, d'un territoire ou d'une fédération d'acteurs. Pourtant, comme le résume le rapporteur de la séance, Dominique Jutras, spécialiste de la statistique, toutes les données ne sont pas à mettre sur le même plan : certaines relèvent de la gestion d'une structure alors que d'autres d'un secteur entier ou de l'ensemble d'un territoire. Il est ainsi difficile de saisir des évolutions ou de mettre en comparaison toutes ces productions chiffrées.

Les présentations et les échanges de cet atelier ont également mis en lumière quelques éléments paradoxaux que l'Observatoire devra prendre en considération.

Les demandes d'éléments chiffrés sont toujours plus nombreuses – certaines structures ont témoigné qu'elles pouvaient être amenées à remplir jusqu'à 14 questionnaires par an – sans donner lieu à un retour sur l'usage de ces chiffres et d'échanges sur ces données. Il s'avère qu'il y a peu de concertation sur ce sujet entre les professionnels impliqués, qui établissent eux-mêmes leur grille de données. Une des raisons réside bien sûr dans la diversité des structures et de leurs statuts juridiques. Mais ceci conduit à une grande disparité dans la participation des professionnels, entre ceux qui refusent catégoriquement de se prêter à cet exercice et ceux qui l'acceptent allant même jusqu'à proposer de nouveaux indicateurs.

Aussi la plupart de ces démarches de production de statistiques sont engagées sans cadre méthodologique clair et partagé. Ceci peut induire des confusions dans l'usage du vocabulaire ou dans l'interprétation des chiffres.

Centrés autour de la mesure de l'impact, les deux exemples complémentaires de la dernière partie de l'atelier ont justement souligné l'importance d'une méthode stable et le besoin d'une concertation sur la pertinence de ces évaluations, afin qu'elles produisent des effets constructifs à la fois pour les commanditaires et les responsables de structure.

L'apport de l'OPCST dans ce chantier pourrait être de trois ordres : apporter de la pédagogie et de la visibilité dans ce domaine, qui reste souvent obscur et parfois conflictuel, contribuer à insuffler plus de concertation entre les commanditaires de ces études et les professionnels de ces structures en réinterrogeant collectivement les objectifs de ces programmes culturels, faciliter plus de mises en relation entre des programmes culturels, faciliter plus de mises en relation entre des spécialistes de l'économie et des statistiques de la culture et les structures elles-mêmes.

Atelier 2 : Décentralisation et politiques des territoires

L'objectif de l'atelier « Décentralisation et politiques des territoires » était de proposer un premier panorama des politiques mises en oeuvre dans des territoires variés (espace marin, communauté

d'agglomération, région, métropole, etc.), afin d'en appréhender les points communs et les éléments divergents.

Richard Dupuis et Claude Patriat, respectivement modérateur et rapporteur de cette séance, ont montré que la question du territoire ne relève pas uniquement de sa géographie, mais qu'elle couvre à la fois des enjeux de citoyenneté et des stratégies de politique nationale.

Cette problématique se caractérise par un contexte particulièrement mouvant, dans le cadre du nouveau projet de décentralisation et la création d'un opérateur national de la CST.

Ce qui ressort des présentations, selon le rapporteur de cette séance, est que les problèmes ne se posent pas en termes de territoires mais plutôt en terme d'identité de la CST. Selon lui, ce champ demeure toujours partagé entre une logique d'éducation et celle d'une valorisation de la recherche, peinant à affirmer son essence même, à savoir être la dimension scientifique et technique de la culture. Nombreuses sont les présentations qui ont d'ailleurs montré que les politiques territoriales de CST dépendent le plus souvent des directions de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Les différentes présentations ont fait émerger trois éléments qui semblent constituer un dénominateur commun à ces diverses politiques locales et sur lesquels se joueront les défis à venir.

Le premier de ces enjeux, en lien avec la difficulté de reconnaissance évoquée plus haut, est celui de la transversalité dans la gouvernance. Si la transversalité est difficile à mettre en oeuvre à l'échelle de l'Etat, elle apparaît nécessaire et envisageable à l'échelle des politiques locales.

Le second est celui de parvenir à préserver et à valoriser la spécificité locale tout en s'inscrivant dans une approche globale, aspirée par la mondialisation. Ceci invite aux questionnements suivants : comment éviter les replis locaux et quelles sont les passerelles dans les discours qui permettent de faire le lien entre le local et l'universel ?

Un troisième enjeu est celui de la construction d'une politique impliquant la population locale sur le modèle de la démocratie participative, l'idée étant de faire adhérer les projets culturels aux premiers usagers potentiels.

Les attentes exprimées vis-à-vis de l'Observatoire sont doubles. Dans un premier temps, les professionnels ont souligné le besoin de connaître et de mieux comprendre les outils à l'œuvre dans la gouvernance des politiques locales. Il s'agit par exemple des agendas 21, des agendas Culture ou encore des dispositifs d'organisation et de fonctionnement de type cluster et appels à projets.

Par ailleurs, l'OPCST pourrait également contribuer, par son activité de veille et de repérage des tendances, à nourrir la réflexion sur la problématique local/universel et à fédérer de nouveaux réseaux.

Atelier 3 : La formation et l'emploi

Cet atelier avait pour enjeu d'interroger l'articulation formations/emplois dans le champ du patrimoine et de la culture scientifiques et techniques. Une première partie abordait le volet formation et concours, la seconde présentait une série d'outils du type référentiels métiers, outils construits soit par différents organismes officiels (CNFPT, Fonction publique d'Etat, Pôle Emploi etc.), soit par des acteurs ou fédérations d'acteurs.

Le pari de cette séance était d'appréhender toute la chaîne de la formation des étudiants jusqu'au marché de l'emploi. Il a donné lieu à une audience très hétérogène des professionnels en charge des formations et des recrutements dans ce secteur.

Après deux décennies marquées par la professionnalisation de ce secteur, de nouveaux enjeux apparaissent, à l'image des débats que l'on peut retrouver dans d'autres champs professionnels. Les formations ont évolué en diminuant l'apprentissage théorique pour un enseignement plus enclin à former aux compétences recherchées par les employeurs. Dans ce contexte, un paradoxe est à noter : l'augmentation des formations en patrimoine et médiation scientifiques et techniques alors que les offres d'emplois reposent de plus en plus sur des statuts précaires.

Aussi, si globalement ce secteur s'est professionnalisé, la seconde phase consisterait à développer des plans de formation qui puissent assurer des plans de carrière aux professionnels et accroître l'articulation des démarches du privé et du public.

Les échanges très denses et parfois vifs ont également permis de mettre à jour les différences de représentation du secteur de la CST par les uns et les autres, et par voie de conséquence, les différences de logique de conception d'outils de ressources humaines, comme les référentiels métiers.

Cet atelier a mis en lumière des questionnements de fond qui appellent d'autres consultations et instructions et qui dépassent le cadre de cette séance. Ils portent principalement sur les éléments

suivants : les formations préparent-t-elles au mieux les futurs employés ? Le secteur de l'emploi dans la CST est-il spécifique ? Doit-il être traité à part des autres secteurs de la culture ?

Les demandes attribuées à l'OPCST sont de deux ordres.

Comme le rappelle Éric Heilmann, rapporteur de la séance, une des missions de l'Observatoire pourrait être de tenir informés les acteurs des pratiques, des problèmes propres à ce chantier et d'organiser le dialogue entre ces différents partenaires, côté formation et côté marché de l'emploi pour mieux travailler ensemble.

Une autre demande soulignée par Ewa Maczek, modératrice, est le besoin d'informations factuelles sur le sujet en apportant des données chiffrées sur les emplois, des cartographies des formations, un répertoire des modes de recrutements. L'Observatoire pourrait contribuer à fabriquer des outils de représentation globale de l'état de l'offre et de la demande dans ce secteur.

Atelier 4 : Nouvelles pratiques et/ou nouveaux publics

L'atelier « Nouvelles pratiques et/ou nouveaux publics » a interrogé la question de la nouveauté au niveau des catégories d'actions, des pratiques professionnelles et des publics dans le champ du patrimoine et de la culture scientifiques et techniques.

Nombreux sont les exemples de cette séance qui proposent des formes de médiation à partir du web. Toutefois la problématique de démocratisation des savoirs ne se pose pas seulement en termes d'outils ; le web a servi ici de révélateur d'un changement profond dans la relation des producteurs de discours avec les publics.

Comme l'explique Jean Davallon, rapporteur de la séance, le mode de relation avec les publics a changé de logique: « si avant on construisait un contenu pour lequel on cherchait un public, la logique émergente est que l'on s'adresse avant tout à des publics auxquels on apporte un contenu ».

Il ressort en effet de cet atelier que des mutations ont lieu au niveau des statuts des pratiques et des publics, modifiant ainsi la ligne de démarcation entre experts des contenus et publics, ces derniers possédant eux-mêmes une connaissance suffisante leur permettant de devenir coproducteurs de discours.

Le paradigme dominant n'est définitivement plus seulement celui de la transmission de connaissances mais celui de l'interaction entre les différentes parties. Tout l'enjeu pour les institutions culturelles réside de plus en plus dans l'organisation et la distribution de la prise de parole et de la mise en complémentarité des outils de médiation existants.

Une des attentes exprimées vis-à-vis de l'Observatoire est de construire des outils qui permettent de suivre ce basculement de pratiques, leur articulation avec les anciennes pratiques et les modifications que cela induit au niveau du fonctionnement dans les musées, notamment au niveau des compétences professionnelles nécessaires pour ces nouvelles fonctions.

Il est suggéré à l'OPCST d'assurer un travail de veille sur ces pratiques et productions innovantes, sur les métiers qui sont en jeu, ainsi que sur les usages de ces nouveaux outils de médiation.

L'OPCST pourrait devenir un laboratoire d'observation de ces innovations, réinterrogeant ainsi le lien entre le monde de la CST et celui de l'éducation. Notons également qu'une attention particulière devra porter sur la gestion et la valorisation du patrimoine, ainsi que sur une catégorie d'acteurs « réaffirmée » : les universités.

Et la suite

Les Rencontres ont fait émerger l'expression de demandes hétérogènes, allant de dispositif de concertation à une palette d'outils spécifiques.

L'Observatoire du Patrimoine et de la Culture Scientifiques et Techniques de l'OCIM ne pourra répondre à tous ces souhaits, mais assurément les échanges et les suggestions vont nourrir le projet de l'Observatoire qui se construira par priorisation des besoins et par phases d'avancement.

7. Information et promotion

A. Le site Internet

Les chiffres ci-dessous confortent la croissance régulière de la consultation du site Internet observable depuis plusieurs années.

Cependant, il convient de prendre en compte que d'importants problèmes techniques survenus de la mi-juin à la mi-juillet ayant entraîné par ailleurs la suspension de la mise en ligne du site durant cette période, ont dû perturber certains résultats de ces statistiques.

Il est également à noter, que suite à ces dysfonctionnements techniques, le site Internet possède à présent un serveur dédié.

	2003	2004	2005	2006	2007	2008 *	2009	Évolution 2008/2009
Nb total de requêtes	4 857 429 soit une moyenne de 404 785 / mois	5 764 816 soit une moyenne de 480 401 / mois	8 313 161 soit une moyenne de 692 763 / mois	8 749 557 soit une moyenne de 729 129 / mois	7 775 461 soit une moyenne de 740 520/mois (sur 10,5 mois)	12 056 021 soit une moyenne de 1 004 668 / mois	14 412 274 soit une moyenne de 1 201 023 / mois	+ 20 %
Nb total de visites	68 882 soit une moyenne de 5 740 / mois	90 299 soit une moyenne de 7 525 / mois	133 478 soit une moyenne de 11 123 / mois	141 581 soit une moyenne de 11 798 / mois	165 985 soit une moyenne de 15 800 / mois	243 412 soit une moyenne de 20 284 / mois	248 343 soit une moyenne de 20 695 / mois	+ 3 %
Nb moyen de requêtes par visite	70,5	63,8	62,28	61,79	46,86	49,62	58	+ 17 %
Nb moyen de pages visualisées par visite	4	3	3	2,8	2	6	2,74	46 %

2008 * : Données fournies par PhpMyVisites (de janvier à juillet) et Awstats (d'août à décembre)

Les pages les plus visitées

Pages	Visites 2008 *	Visites 2009
Offres d'emploi	61 757	80 920
Petites annonces	38 552	42 485
Demandes d'emploi	14 650	19 827
Ressources en ligne	10 061	10 601
Actions de l'OCIM	9 615	9 186
Offres de stage	7 149	8 717
Formations OCIM	6 334	7 690
Appels d'offre	1 923	5 083
La Lettre de l'Ocim	Non disponible	4 829
Actualités CSTI	1 617	4 389
Bibliothèque numérique	4 371	4 054
Insectes muséophages	1 619	3 911
Espace collaboratif	Non disponible	3 544
Annuaire des fournisseurs de musée	Non disponible	3 372

2008 * : Données fournies par PhpMyVisites (de janvier à juillet) et Awstats (d'août à décembre)
Depuis 2009 : Données fournies par Google analytics

Les documents PDF téléchargés

Rubrique Actions de l'OCIM

Fichiers	Nb de téléchargements 2008	Nb de téléchargements 2009
Catalogue des publications	778	553
Dépliant présentation de l'OCIM	624	512
Rapport d'activités 2008		112
Rapport d'activités 2007	108	766
Rapport d'activités 2006	950	598
Rapport d'activités 2005	653	640
Rapport d'activités 2004	700	717
Rapport d'activités 2003	681	520
Rapport d'activités 2002	751	608
Formations de l'OCIM (bulletin d'inscription, pré-programme)	34 478	35 933
Catalogue des formations de l'OCIM 2007	513	472
Catalogue des formations de l'OCIM 2008	1 061	558
Catalogue des formations de l'OCIM 2009		1 057
Catalogue des formations de l'OCIM 2010		394
Catalogue des formations de l'OCIM 2011		
Bibliographies des formations de l'OCIM	6 675	5 796
Index de La Lettre de l'OCIM	879	879
Note aux auteurs		60
Formulaire d'abonnement à La Lettre de l'OCIM	601	541
Florilège de La Lettre de l'OCIM	15 000	13 677
Le musée de sciences : Dialogues franco-allemands, actes du colloque 2004 (publication de l'OCIM téléchargeable en PDF)	3 107	3 166
Les collections en sciences de la Terre pour quoi faire ? (publication de l'OCIM téléchargeable en PDF)	3 173	2 674
Total :	70 732	71 288

Rubrique Petites annonces

Fichiers	Nb de téléchargements 2008	Nb de téléchargements 2009
CV, offres d'emploi, de stage, appel d'offres	25 946	44 152

Rubrique Actualités CSTI

(congrès, colloques, expositions, festivals, salons, formations, expositions itinérantes, outils pédagogiques...)

Fichiers	Nb de téléchargements 2008	Nb de téléchargements 2009
Dossiers de presse, programmes d'exposition, bulletins d'inscription etc...	19 461	42 504

Rubrique Ressources en ligne

Fichiers	Nb de téléchargements 2008	Nb de téléchargements 2009
Partenariats internationaux (Accord France/Canada, appel à projets...)	2 031	1 045
Programme : Les actes des rencontres de l'OPCST	*	1 055
Les Musettes	107	221
Les Musettes	*	232

B. Les autres actions ou activités

• Le i-carnet

Durant l'année 2009, la fonction de publipostage (envoi de méls à une partie des contacts sélectionnés selon différents critères) a été utilisée de façon récurrente : 35 publipostages ont ainsi été effectués.

En outre, le i-carnet est régulièrement utilisé pour élaborer des listes d'adresses destinées à des diffusions par courrier postal (diffusion de la Lettre de l'OCIM, de documents d'information concernant les formations de l'OCIM).

Par ailleurs, l'année 2009 a été mise à profit pour effectuer une remise à jour complète de la base des contacts. Celle-ci avait été initialement constituée par l'agrégation de plusieurs fichiers d'adresses, dont les recoupements et les erreurs avaient été traités rapidement. Au printemps 2009, une assistante pour la gestion de fichier a été recrutée : elle a envoyé à chaque contact sa fiche pour modification/validation et a pu traiter les retours, qui se sont avérés assez nombreux (près de 2 400 fiches retournées sur 7 000 contacts au total).

• L'OCIM au SITEM 2009

93 exposants étaient présents au SITEM qui se tenait au Carrousel du Louvre du 27 au 29 janvier 2009 (106 en 2008).

Cette année, les exposants étaient spécialisés dans l'utilisation des nouvelles technologies dans les musées. Aucun artisan n'était présent.

Le SITEM (rassemblant fournisseurs et prestataires de services) était couplé cette année avec le Forum international des musées futurs, espace de présentation de 5 grands musées en devenir : Centre Pompidou Metz, Confluences Lyon, Louvre Lens, MuCEM Marseille et Musée Soulage à Rodez.

Les visiteurs et exposants du SITEM

Fréquentation du SITEM

2009	2008	2007	2006
4 957	5 559	5 845	5 390

Cette baisse de fréquentation, ainsi que la sur-représentation du public parisien, s'expliquent, selon les organisateurs par la tenue d'une grève des transports durant le salon, qui a perturbé les déplacements des visiteurs.

Le stand de l'OCIM

L'organisation du stand de l'OCIM

L'OCIM a occupé un stand de 15 m² situé au coeur du SITEM. L'aménagement du stand, à dominante rouge, mettait en avant l'ensemble des activités de l'OCIM, et constituait, comme chaque année, un lieu de rendez-vous avec et pour les professionnels des Musées et de la Culture scientifique et technique.

L'accueil sur le stand était assuré par l'ensemble des personnels de l'OCIM à tour de rôle ; cette convivialité était renforcée par la possibilité de prendre un café sur le stand.

Diffusion d'information

Durant les trois jours du SITEM, ont été distribués : 300 dépliant de présentation générale de l'OCIM, 300 dépliant Formations, 300 dépliant Publications, 300 cartes Site Internet et 300 cartes centre de documentation, 500 *Annuaire des fournisseurs des musées*, 300 exemplaires de la *Lettre de l'OCIM* n°121.

Les visiteurs du stand

Il est impossible de connaître le nombre de personnes contactées/rencontrées sur le stand par les différents personnels de l'OCIM présents sur place.

La réunion des responsables de collections scientifiques

L'OCIM avait convié les responsables de collections scientifiques à une réunion de travail le mardi 27 janvier de 14 h à 18 h au Musée des Arts et Métiers. Trois thématiques structuraient cette après-midi d'échanges et de débats :

- Restauration des collections d'Histoire naturelle : la place de la restauration au sein du

- muséum (statut, compétences spécifiques...)
- Déontologie et législation spécifique aux collections d'Histoire naturelle : la circulation des spécimens
- Actualité autour des collections d'herbiers

51 personnes se sont ainsi réunies, représentant 20 muséums et 5 universités. Ce rendez-vous des muséums est le second initié par l'OCIM à l'occasion du SITEM (le premier qui avait eu lieu le 31 janvier 2008 avait rassemblé 47 personnes). Le taux de participation de cette réunion proposée par l'OCIM souligne le besoin des responsables de collections scientifiques pour ce type de rendez-vous.

8. Collaborations et partenariats de l'année

A. Participation aux réseaux et associations professionnels

Les adhésions souscrites en 2009 par l'OCIM aux associations professionnelles suivantes s'inscrivent dans la continuité.

Adhésions 2009 souscrites par l'OCIM

AMCSTI	1 adhésion Membre Collège B (11-49 salariés)	Participation au congrès annuel, aux Diderot, à la réflexion sur le réseau des médiateurs
ECSITE	1 adhésion Full Membership	Participation au congrès annuel à Milan du 3 au 6 juin – présentation d'une communication durant le congrès présentant l'OCIM en tant que centre de ressources et lieu d'échange entre chercheurs et professionnels
ICOM	1 adhésion Membre institutionnel Actifs B (3 cartes)	Participation à l'assemblée générale à Caen les 19 et 20 juin

40

B. Les collaborations et partenariats en cours

Annuaire des fournisseurs des musées

La collaboration avec France Édition s'est poursuivie en 2009 dans le cadre de la délégation de service public mise en place en 2005.

C. Autres implications

Participation aux associations professionnelles

L'OCIM est membre du Conseil d'administration de l'AMCSTI (association des musées et des centres pour le développement de la culture scientifique et technique) depuis 1994.

9. Budget

L'OCIM est un service général de l'université de Bourgogne. À ce titre, il est soumis aux règles comptables et financières de l'université. Parallèlement à cette comptabilité universitaire par postes (dépenses/recettes), l'OCIM élabore un tableau de bord par projets, qui permet d'avoir une vision financière plus juste des différentes actions réalisées.

Globalement, le budget 2009 réalisé fait, selon le tableau de bord OCIM ci-dessous, apparaître un écart négatif de 7 000 €. Ce déficit est dû en partie à deux facteurs : la non attribution du financement sollicité auprès de l'université de Bourgogne et la tenue des rencontres de lancement de l'Observatoire, événement majeur dont le coût a été compensé en partie seulement par une subvention du Conseil régional de Bourgogne.

TABLEAU DE BORD PAR PROJETS (OCIM)

Ressources	BP 2009 validé par le COP	BP 2009 saisi dans SIFAC	Réalisé
Recettes propres	219 620 €	219 620 €	218 522 €
<i>Édition - Ventes d'ouvrages</i>	8 000 €	8 000 €	9 670 €
<i>Lettre de l'OCIM - Régie publicitaire</i>	13 000 €	13 000 €	11 131 €
<i>Abonnement payant à la Lettre de l'OCIM</i>	40 000 €	40 000 €	44 111 €
<i>Délégation Annuaire des fournisseurs</i>	5 000 €	5 000 €	5 000 €
<i>Participation aux formations</i>	130 620 €	130 620 €	122 627 €
<i>Participation au colloque Observatoire</i>			0 €
<i>Facturation prestations diverses</i>	4 000 €	4 000 €	4 497 €
<i>Recettes perçues sur 2008 pour opérations 2009</i>	19 000 €	19 000 €	21 487 €
Dotation et subventions	592 060 €	486 023 €	578 500 €
<i>MEN - Formation continue</i>	30 500 €	30 500 €	25 000 €
<i>MESR - MICST - fonctionnement</i>	350 000 €	313 963 €	400 000 €
<i>MESR - MICST - subvention complémentaire</i>	50 000 €		
<i>MESR - MICST - opérations spécifiques</i>	131 000 €	131 000 €	131 000 €
<i>Dotation Université de Bourgogne</i>	20 000 €		
<i>Subvention Conseil régional</i>			22 500 €
<i>Accord France Canada</i>	10 560 €	10 560 €	
Total général des recettes	811 680 €	705 643 €	797 022 €

Dépenses	BP 2009 validé par le COP	BP 2009 saisi dans SIFAC	Réalisé
Fonctionnement	122 200 €	106 327 €	118 381 €
Documentation	78 185 €	78 185 €	79 553 €
Édition	160 400 €	121 400 €	126 217 €
Formation	246 850 €	236 850 €	227 676 €
Autres projets	160 260 €	122 700 €	203 230 €
Prélèvement uB 10 % sur dotation de fonctionnement	35 000 €	31 396 €	40 000 €
Prélèvement uB 4 % sur recettes propres	8 785 €	8 785 €	9 187 €
Total général des dépenses	811 680 €	705 643 €	804 244 €